

	ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
2	Responsabilité à l'égard de la présentation de l'information financière
2	Rapport des vérificateurs aux actionnaires
3	Bilan consolidé
4	État consolidé des revenus
5	État consolidé des modifications survenues dans l'avoir des actionnaires
6	État consolidé des flux de trésorerie
7	NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
32	PRINCIPALES FILIALES

Responsabilité à l'égard de la présentation de l'information financière

Les états financiers consolidés de La Banque Toronto-Dominion et les renseignements financiers y afférents présentés ailleurs dans cet état annuel ont été préparés par la direction, à qui il incombe d'en assurer l'intégrité, l'uniformité, l'objectivité et la fiabilité. Les principes comptables généralement reconnus de même que les exigences de la Loi sur les banques et les règlements correspondants ont été appliqués, et la direction a exercé son jugement et effectué les meilleures estimations possibles quand elle l'a jugé opportun.

Le système comptable de la Banque et les contrôles internes connexes, de même que les procédés à l'appui utilisés, sont conçus de manière à fournir une assurance raisonnable de l'intégralité et de l'exactitude des comptes financiers et de la protection des biens contre les pertes attribuables à un usage ou à une aliénation non autorisés de ceux-ci. Les procédés à l'appui comprennent le choix judicieux et la formation appropriée d'employés qualifiés, la mise en place de structures organisationnelles assurant une division précise des responsabilités et l'obligation de rendre compte sur le rendement, ainsi que la communication de politiques et de directives sur la conduite des activités dans toute la Banque.

Le conseil d'administration de la Banque, par l'intermédiaire du comité de vérification et de gestion des risques qui est composé d'administrateurs qui ne sont ni dirigeants ni employés de la Banque, supervise les responsabilités de la direction relativement à la présentation de l'information financière et au système de contrôle interne.

Rapport des vérificateurs aux actionnaires

Nous avons vérifié le bilan consolidé de La Banque Toronto-Dominion au 31 octobre 1999 et les états consolidés des revenus, des modifications survenues dans l'avoir des actionnaires et des flux de trésorerie de l'exercice se terminant à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Banque. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Le vérificateur en chef de la Banque, qui a pleinement et librement accès au comité de vérification et de gestion des risques, dirige un vaste programme de vérification en coordination avec les vérificateurs des actionnaires de la Banque. Ce programme, intégré au système de contrôle interne, est exécuté par une équipe professionnelle de vérificateurs.

Le surintendant des institutions financières du Canada examine les affaires de la Banque et prend des renseignements à leur sujet qu'il peut juger nécessaires, pour s'assurer que les dispositions de la Loi sur les banques relatives à la sécurité des déposants sont dûment observées et que la situation financière de la Banque est saine.

Ernst & Young s.r.l. et KPMG s.r.l., vérificateurs des actionnaires, ont vérifié nos états financiers consolidés. Ils ont pleinement et librement accès au comité de vérification et de gestion des risques, qu'ils rencontrent périodiquement, afin de discuter de leur vérification et des questions s'y rapportant, comme les commentaires qu'ils peuvent avoir à formuler relativement à la fidélité de l'information financière et à la suffisance des contrôles internes.

Le président du Conseil et
chef de la direction,

A. Charles Baillie

Le vice-président à la direction
et chef des finances,

Daniel A. Marinangeli

Le président adjoint,

William T. Brock

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Banque au 31 octobre 1999 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice se terminant à cette date selon les principes comptables généralement reconnus au Canada, y compris les exigences comptables du surintendant des institutions financières du Canada.

Les états financiers consolidés des exercices se terminant au 31 octobre 1998 et 1997 ont été vérifiés par Ernst & Young s.r.l. et PricewaterhouseCoopers s.r.l. qui ont exprimé une opinion sans restriction dans leur rapport daté du 19 novembre 1998.

Ernst & Young s.r.l.
Comptables agréés

Toronto, Canada
le 18 novembre 1999

KPMG s.r.l.
Comptables agréés

Aux 31 octobre		
(en millions de dollars)	1999	1998
ACTIF		
Liquidités		
Encaisse, dépôts à la Banque du Canada et dépôts non productifs d'intérêts à d'autres banques	\$ 1,464	\$ 1,379
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	4,762	1,700
	6,226	3,079
Valeurs mobilières achetées en vertu de prises en pension	25,708	12,291
Valeurs mobilières (note 2)		
Compte de placement	18,029	12,512
Compte de négociation	51,064	37,207
	69,093	49,719
Prêts (déduction faite de la provision globale pour pertes sur créances) (note 3)		
Hypothèques résidentielles	31,483	32,255
Prêts à tempérament aux consommateurs et autres prêts personnels	20,443	15,160
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	35,559	37,511
	87,485	84,926
Divers		
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	9,040	9,948
Terrains, constructions, matériel et mobilier (note 4)	1,738	1,666
Autres éléments d'actif (note 5)	15,127	20,202
	25,905	31,816
Total de l'actif	\$ 214,417	\$ 181,831
PASSIF		
Dépôts (note 6)		
Particuliers	\$ 52,774	\$ 47,693
Banques	30,901	17,063
Entreprises et gouvernements	56,711	55,921
	140,386	120,677
Divers		
Acceptations	9,040	9,948
Obligations liées aux valeurs mobilières vendues à découvert	15,044	13,034
Obligations liées aux valeurs mobilières vendues en vertu de conventions de rachat	19,241	8,421
Autres éléments de passif (note 7)	15,621	17,612
	58,946	49,015
Effets subordonnés (note 8)	3,217	3,606
Part des actionnaires sans contrôle dans une filiale	335	-
AVOIR DES ACTIONNAIRES		
Capital social (note 9)		
Actions privilégiées	833	845
Actions ordinaires	2,006	1,301
Bénéfices non répartis	8,694	6,387
	11,533	8,533
Total du passif et de l'avoir des actionnaires	\$ 214,417	\$ 181,831

A. Charles Baillie

Président du Conseil et
chef de la direction

William T. Brock

Président adjoint

Pour les exercices se terminant aux 31 octobre

(en millions de dollars)	1999	1998	1997
Revenu d'intérêts			
Prêts	\$ 7,594	\$ 7,490	\$ 6,310
Valeurs mobilières			
Dividendes	257	306	250
Intérêts	2,511	1,867	1,041
Dépôts à des banques	512	334	225
	10,874	9,997	7,826
Frais d'intérêts			
Dépôts	6,254	5,582	3,892
Effets subordonnés	181	226	192
Autres obligations	1,458	1,248	920
	7,893	7,056	5,004
Revenu d'intérêts net	2,981	2,941	2,822
Provision pour pertes sur créances (note 3)	275	450	360
Revenu d'intérêts net après provision pour pertes sur créances	2,706	2,491	2,462
Autres revenus			
Revenus sur services de placement et de valeurs mobilières	1,721	1,217	952
Commissions sur crédit	463	403	352
Gains nets sur valeurs du compte de placement	1,079	386	329
Revenu de négociation	679	298	270
Frais de service	289	283	268
Revenu sur cartes	190	180	165
Divers	388	430	314
	4,809	3,197	2,650
Revenu d'intérêts net et autres revenus	7,515	5,688	5,112
Gain à la vente de TD Waterhouse Group, Inc. (note 21)	1,122	-	-
Revenu d'intérêts net et autres revenus, y compris le gain	8,637	5,688	5,112
Frais autres que d'intérêts			
Salaires et avantages sociaux (note 10)	2,483	2,167	1,826
Frais d'occupation des locaux, amortissement compris	373	344	313
Frais de matériel et mobilier, amortissement compris	395	335	270
Divers	1,259	1,042	917
Frais autres que d'intérêts à l'exclusion des frais liés à l'écart d'acquisition	4,510	3,888	3,326
Revenu net avant provision pour impôts sur les bénéfices	4,127	1,800	1,786
Provision pour impôts sur les bénéfices (note 11)	1,099	617	641
Revenu net avant part des actionnaires sans contrôle dans une filiale	3,028	1,183	1,145
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net d'une filiale	5	-	-
Revenu net avant frais liés à l'écart d'acquisition	3,023	1,183	1,145
Frais liés à l'écart d'acquisition, déduction faite des impôts et taxes	42	62	57
Revenu net	2,981	1,121	1,088
Dividendes sur actions privilégiées (note 9)	43	45	31
Revenu net applicable aux actions ordinaires			
– compte tenu des frais liés à l'écart d'acquisition	\$ 2,938	\$ 1,076	\$ 1,057
– compte non tenu des frais liés à l'écart d'acquisition	\$ 2,980	\$ 1,138	\$ 1,114
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers) (note 9)	599,331	594,040	597,410
Revenu par action ordinaire			
– compte tenu des frais liés à l'écart d'acquisition	\$ 4.90	\$ 1.81	\$ 1.77
– compte non tenu des frais liés à l'écart d'acquisition	4.97	1.92	1.86
Dividendes par action ordinaire	0.72	0.66	0.56

État consolidé des modifications survenues dans l'avoir des actionnaires

Pour les exercices se terminant aux 31 octobre

(en millions de dollars)

Actions privilégiées (note 9)

	1999	1998	1997
Solde en début d'exercice	\$ 845	\$ 546	\$ 534
Produit des émissions d'actions	-	350	-
Rachats d'actions	-	(75)	-
Redressement de conversion sur les actions émises en une monnaie étrangère	(12)	24	12
Solde en fin d'exercice	833	845	546

Actions ordinaires (note 9)

Solde en début d'exercice	1,301	1,297	1,305
Émises à l'acquisition d'une filiale	-	-	1
Produit des actions émises pour une contrepartie au comptant	700	-	-
Produit des actions émises à la levée d'options	5	4	21
Actions achetées aux fins d'annulation	-	-	(30)
Solde en fin d'exercice	2,006	1,301	1,297

Bénéfices non répartis

Solde en début d'exercice	6,387	5,460	4,840
Revenu net	2,981	1,121	1,088
Dividendes sur actions privilégiées	(43)	(45)	(31)
Dividendes sur actions ordinaires	(433)	(392)	(335)
Redressements de conversion, déduction faite des impôts sur les bénéfices	(149)	270	120
Actions achetées aux fins d'annulation	-	-	(222)
Options d'achat d'actions réglées au comptant, déduction faite des impôts sur les bénéfices	(37)	(25)	(6)
Divers	(12)	(2)	6
Solde en fin d'exercice	8,694	6,387	5,460

Total de l'avoir en actions ordinaires

10,700 7,688 6,757

Total de l'avoir des actionnaires

\$ 11,533 \$ 8,533 \$ 7,303

Pour les exercices se terminant aux 31 octobre

(en millions de dollars)

	1999	1998	1997
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation			
Revenu net	\$ 2,981	\$ 1,121	\$ 1,088
Redressements pour déterminer les flux de trésorerie nets			
Provision pour pertes sur créances	275	450	360
Amortissement	201	181	130
Amortissement de l'écart d'acquisition et de l'actif incorporel	53	68	57
Gain à la vente de TD Waterhouse Group, Inc.	(1,122)	–	–
Gains nets sur valeurs du compte de placement	(1,079)	(386)	(329)
Variations des actifs et passifs d'exploitation			
Impôts sur les bénéfices futurs	134	(106)	(116)
Intérêt à recevoir	456	(776)	(164)
Intérêt à payer	(156)	578	(2)
Commissions sur prêts reportées	(14)	24	(9)
Valeurs du compte de négociation	(13,857)	(16,396)	(7,310)
Gains non matérialisés et montants à recevoir sur les contrats de dérivés	3,247	(6,092)	(2,410)
Pertes non matérialisées et montants à payer sur les contrats de dérivés	(3,759)	5,748	1,699
Impôts sur les bénéfices exigibles de l'exercice	382	(84)	74
Autres éléments et charges abonnées	2,449	(869)	(1,028)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	(9,809)	(16,539)	(7,960)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Dépôts	19,709	10,051	23,063
Valeurs mobilières vendues en vertu de conventions de rachat	10,820	(6,778)	3,392
Valeurs mobilières vendues à découvert	2,010	3,394	3,277
Dette des filiales	49	32	39
Émission d'effets subordonnés	6	5	1,481
Remboursement d'effets subordonnés	(286)	–	(515)
Actions ordinaires émises pour une contrepartie au comptant, déduction faite des frais	688	–	–
Actions ordinaires émises à la levée d'options	5	4	21
Actions ordinaires achetées aux fins d'annulation	–	–	(252)
Options d'achat d'actions ordinaires réglées au comptant, déduction faite des impôts sur les bénéfices	(37)	(25)	(6)
Émission d'actions privilégiées	–	350	–
Rachat d'actions privilégiées	–	(75)	–
Dividendes versés sur – actions privilégiées	(43)	(45)	(31)
– actions ordinaires	(433)	(392)	(335)
Produit de l'émission d'actions d'une filiale	1,457	–	–
Autres activités de financement	(41)	35	7
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	33,904	6,556	30,141
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Dépôts productifs d'intérêts	(3,062)	4,687	(2,544)
Variations des valeurs du compte de placement			
Achats	(44,520)	(50,367)	(18,376)
Produit tiré des échéances	34,081	48,001	11,464
Produit tiré des ventes	6,001	2,851	5,353
Prêts	(7,095)	(8,948)	(9,649)
Produit des titrisations de prêts	4,275	3,250	1,969
Terrains, constructions, matériel et mobilier – achats nets	(273)	(342)	(313)
Valeurs mobilières achetées en vertu de prises en pension	(13,417)	11,030	(10,258)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(24,010)	10,162	(22,354)
Variation nette des espèces et quasi-espèces	85	179	(173)
Espèces et quasi-espèces en début d'exercice	1,379	1,200	1,373
Espèces et quasi-espèces en fin d'exercice représentées par l'encaisse, les dépôts à la Banque du Canada et les dépôts non productifs d'intérêts à d'autres banques	\$ 1,464	\$ 1,379	\$ 1,200
Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie			
Montant d'intérêt payé au cours de l'exercice	\$ 8,049	\$ 6,478	\$ 5,006
Montant des impôts sur les bénéfices payés au cours de l'exercice	619	694	661

1 SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Loi sur les banques

La Loi sur les banques stipule que les états financiers consolidés doivent être dressés selon les principes comptables généralement reconnus, sauf indication contraire par le surintendant des institutions financières du Canada.

Les principes comptables suivis par la Banque sont conformes aux principes comptables généralement reconnus au Canada, y compris les exigences comptables du surintendant des institutions financières du Canada.

La note 22 afférente aux états financiers consolidés décrit et rapproche les écarts entre les principes comptables généralement reconnus au Canada et aux États-Unis.

Les principales conventions et méthodes comptables suivies par la Banque sont les suivantes :

a) Mode de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent l'actif et le passif ainsi que les résultats d'exploitation des filiales, notamment les sociétés sous contrôle minoritaire de la Banque. La méthode de l'achat pur et simple est utilisée pour comptabiliser toutes les acquisitions d'entreprises. L'écart entre le coût d'acquisition d'un placement et la juste valeur de l'actif net acquis représente l'écart d'acquisition qui est amorti par imputation aux revenus sur une période ne dépassant pas 20 ans. Au cours de l'exercice, la Banque a adopté rétroactivement un mode de présentation pour les frais liés à l'écart d'acquisition, en vertu duquel les frais sont inscrits déduction faite des impôts et taxes comme un élément distinct de l'état consolidé des revenus après la provision pour impôts sur les bénéfices et la part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net d'une filiale. Le solde non amorti de l'écart d'acquisition est compris dans les autres éléments d'actif. L'écart d'acquisition est ramené à la juste valeur lorsque les flux de trésorerie prévus de chaque filiale indiquent une perte de valeur permanente.

Lorsque la Banque contrôle effectivement une filiale mais ne détient pas toutes les actions avec droit de vote, la part des actionnaires sans contrôle dans la valeur comptable nette de la filiale est présentée séparément de l'avoir des actionnaires au bilan consolidé de la Banque. La part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net de la filiale est présentée déduction faite des impôts sur les bénéfices à titre d'élément distinct à l'état consolidé des revenus.

Les participations dans les coentreprises sont comptabilisées selon la méthode de la consolidation proportionnelle. En vertu de cette méthode, la quote-part de la Banque de l'actif, du passif, des revenus et des frais des coentreprises est présentée ligne par ligne.

Les sociétés sur lesquelles la Banque exerce une influence notable sont présentées dans les valeurs du compte de placement au bilan consolidé et sont comptabilisées à la valeur de consolidation.

La quote-part de la Banque du revenu de ces sociétés est présentée dans le revenu d'intérêts à l'état consolidé des revenus.

b) Utilisation d'estimations dans la préparation des états financiers

Pour dresser les états financiers consolidés de la Banque, la direction doit effectuer des estimations et formuler des hypothèses d'après l'information disponible en date des états financiers. Par conséquent, les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

c) Conversion des monnaies étrangères

L'actif et le passif en monnaies étrangères sont convertis en dollars canadiens aux taux de change en vigueur en fin d'exercice. Les revenus et les frais en monnaies étrangères sont convertis en dollars canadiens aux taux moyens de change en vigueur pendant l'exercice.

Les gains et pertes non matérialisés de conversion relatifs aux positions de placement de la Banque dans des établissements étrangers sont inclus dans un élément distinct de l'avoir des actionnaires, déduction faite de tout gain ou de toute perte de compensation découlant des couvertures économiques de ces positions et des impôts sur les bénéfices s'y appliquant. Tous les autres gains et pertes non matérialisés de conversion ainsi que tous les gains et pertes matérialisés sont compris dans les autres revenus à l'état consolidé des revenus.

d) Liquidités

Les liquidités comprennent les espèces et les quasi-espèces représentées par l'encaisse et les dépôts hautement liquides à la Banque du Canada et les dépôts non productifs d'intérêts à d'autres banques.

e) Valeurs mobilières

Les valeurs du compte de placement, qui excluent les substituts de prêts, sont des valeurs que la Banque prévoit initialement détenir jusqu'à l'échéance ou jusqu'à ce que les conditions du marché soient plus avantageuses pour d'autres types de placement, et qui sont généralement destinées à la vente. Elles sont comptabilisées au coût ou au coût non amorti, redressé afin de tenir compte d'une baisse permanente de leur valeur sous-jacente. Les gains et pertes matérialisés sur des cessions sont déterminés selon la méthode du coût moyen. Ces gains, pertes et réductions de valeur sont inclus dans les autres revenus.

Les valeurs du compte de négociation, y compris les valeurs vendues à découvert incluses dans le passif, sont comptabilisées à la valeur du marché. Les gains et pertes résultant de cessions et de redressements au cours du marché sont présentés dans les autres revenus.

Le revenu d'intérêts gagné, l'amortissement des primes et des escomptes sur les titres de créance ainsi que les dividendes reçus sont inclus dans le revenu d'intérêts.

Les substituts de prêts sont des valeurs mobilières qui ont été structurées comme des instruments après impôts et taxes plutôt que comme des prêts ordinaires, afin de fournir aux émetteurs un taux d'emprunt avantageux. Ils comportent les mêmes risques et garanties que les prêts bancaires d'une durée similaire. Les substituts de prêts sont comptabilisés au coût moins toute provision globale pour pertes sur créances prévues, comme décrit en g).

f) Prêts

Les prêts sont inscrits déduction faite du revenu non gagné et d'une provision globale pour pertes sur créances.

Le revenu d'intérêts est comptabilisé selon la méthode de la comptabilité d'exercice jusqu'à ce que le prêt soit classé comme prêt douteux. L'intérêt sur les prêts douteux reçu ultérieurement n'est comptabilisé à titre de revenu que lorsque la direction a une assurance raisonnable quant au recouvrement opportun du plein montant du capital et des intérêts.

On entend par prêt douteux tout prêt à l'égard duquel, de l'avis de la direction, la qualité du crédit s'est détériorée au point où la Banque n'a plus d'assurance raisonnable quant au recouvrement opportun du plein montant du capital et des intérêts. En outre, tout prêt, autre qu'un dépôt à une banque, un prêt sur carte de crédit ou un prêt garanti ou assuré par le Canada, les provinces ou un organisme régi par ces gouvernements, pour lequel un versement n'a pas été fait depuis 90 jours aux termes du contrat, est classé comme prêt douteux.

Les dépôts à des banques sont jugés douteux lorsqu'un versement n'a pas été fait depuis 21 jours aux termes du contrat. Les prêts sur cartes de crédit ayant des versements en souffrance depuis 180 jours sont jugés douteux et entièrement radiés.

Les commissions de montage sont considérées comme des redressements du rendement du prêt et sont reportées et amorties par imputation au revenu d'intérêts sur la durée du prêt. Les commissions d'engagement sont amorties par imputation aux autres revenus sur la période d'engagement, lorsqu'il est improbable que l'engagement sera appelé au remboursement. Autrement, elles sont reportées et amorties par imputation au revenu d'intérêts sur la durée du prêt en résultant. Les commissions de syndication de prêts sont constatées dans les autres revenus, à moins que le rendement de tout prêt retenu par la Banque ne soit inférieur à celui d'autres établissements de crédit comparables participant au financement. Dans de tels cas, une fraction appropriée des commissions est reportée et amortie par imputation au revenu d'intérêts sur la durée du prêt.

g) Provision globale pour pertes sur créances

Une provision globale considérée suffisante est maintenue pour absorber toutes les pertes sur créances relatives au portefeuille d'éléments au bilan consolidé et hors bilan consolidé. Les éléments d'actif du portefeuille figurant au bilan consolidé sont des dépôts à des banques, des prêts, des hypothèques, des substituts de prêts, des valeurs mobilières achetées en vertu de prises en pension, des acceptations et des instruments financiers dérivés. Les éléments ne figurant pas au bilan consolidé et désignés hors bilan comprennent les garanties et les lettres de crédit. La provision globale est déduite de l'élément d'actif approprié dans le bilan consolidé, à l'exception des acceptations et des éléments hors bilan. La provision globale pour les acceptations et les éléments hors bilan est incluse dans les autres éléments de passif.

La provision globale comprend des provisions spécifiques et générales.

Les provisions spécifiques incluent la totalité des provisions accumulées pour les pertes relatives à des éléments d'actif particuliers nécessaires pour réduire la valeur comptable à la valeur de réalisation estimative dans le cours normal des affaires. Les provisions spécifiques sont établies pour chaque facilité de crédit afin de constater les pertes sur créances pour les prêts aux entreprises et aux gouvernements. En ce qui a trait aux prêts personnels, à l'exclusion des cartes de crédit, les provisions spécifiques sont calculées à l'aide d'une méthode axée sur une formule en tenant compte des pertes récentes enregistrées. Aucune provision spécifique pour cartes de crédit n'est comptabilisée, et les soldes sont radiés lorsque les paiements sont en souffrance depuis 180 jours.

Les provisions générales comprennent toutes les provisions accumulées pour les pertes qui sont de nature prudente et ne peuvent être déterminées élément par élément. Le niveau de la provision générale dépend de l'évaluation des conditions économiques et commerciales, des résultats historiques et prévus au titre des pertes, de la composition du portefeuille de prêts et d'autres indicateurs pertinents. La provision en résultant est jugée appropriée, lorsqu'elle est combinée avec les provisions spécifiques, pour absorber toutes les pertes sur créances dans le portefeuille d'éléments au bilan et hors bilan.

Les radiations réelles, déduction faite des recouvrements, sont portées en diminution de la provision globale pour pertes sur créances. La provision pour pertes sur créances, qui est imputée à l'état consolidé des revenus, est ajoutée pour porter la provision globale à un niveau que la direction juge adéquat pour absorber les pertes sur créances probables dans son portefeuille d'éléments au bilan et hors bilan.

h) Titrisations de prêts

Les prêts sont considérés comme étant titrisés et retirés du bilan consolidé lorsque les principaux risques et avantages inhérents à la propriété sont transférés à une fiducie d'accueil. Les gains réalisés à la vente sont constatés dans les autres revenus seulement lorsque la Banque les touche et que la fiducie n'a pas de recours à l'égard des fonds.

i) Valeurs mobilières achetées en vertu de prises en pension et vendues en vertu de conventions de rachat

Les valeurs mobilières achetées en vertu de prises en pension comportent l'achat d'une valeur mobilière, normalement une obligation gouvernementale, que la Banque s'engage à revendre au vendeur original à un prix stipulé d'avance. Les valeurs mobilières vendues en vertu de conventions de rachat comportent la vente d'une valeur mobilière que la Banque s'engage à racheter à un prix stipulé d'avance. Les valeurs mobilières achetées en vertu de prises en pension et vendues en vertu de conventions de rachat sont comptabilisées au coût dans le bilan consolidé. L'écart entre le prix de vente et le prix de rachat convenu aux termes de la convention de rachat est comptabilisé à titre de frais d'intérêts. Inversement, l'écart entre le coût d'achat et le produit établi d'avance devant être reçu aux termes d'une prise en pension est comptabilisé à titre de revenu d'intérêts.

j) Acceptations

L'engagement possible de la Banque en vertu des acceptations est comptabilisé comme élément de passif dans le bilan consolidé. Le recours de la Banque contre le client, dans le cas où un engagement de cette nature est appelé au remboursement, est comptabilisé à titre d'élément d'actif compensatoire d'un même montant.

k) Terrains, constructions, matériel et mobilier

Les terrains sont comptabilisés au coût. Les constructions, le matériel et le mobilier ainsi que les améliorations locatives sont comptabilisés au coût, moins l'amortissement cumulé. Les gains et pertes résultant de cessions sont comptabilisés dans les autres revenus. Les méthodes et les taux d'amortissement par catégorie d'actif sont comme suit :

Actif	Méthode d'amortissement	Taux
Constructions	Amortissement dégressif	5% ou 10%
Équipement informatique	Amortissement dégressif	30%
Mobilier, agencements et autre matériel	Amortissement dégressif	20%
Processeurs centraux	Amortissement linéaire	4 ans
Systèmes d'exploitation – UCT	Amortissement linéaire	3 ans
Améliorations locatives	Amortissement linéaire	durée d'utilisation prévue

I) Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés sont des contrats financiers dont la valeur tient aux fluctuations des taux d'intérêt et de change ainsi que d'autres indices financiers ou indices de marchandises. Ces instruments comprennent les contrats de dérivés en matière de crédit, de marchandises, d'actions, de taux de change et de taux d'intérêt. Ils sont négociés par la Banque et sont également utilisés par celle-ci pour gérer ses propres risques. Pour être désigné à titre de contrat de dérivé à des fins autres que de négociation et être traité selon la méthode de la comptabilité de couverture, le contrat doit compenser en grande partie l'incidence des risques liés aux prix et aux taux d'intérêt ou de change auxquels s'expose la Banque, doit être inscrit dès son entrée en vigueur à titre de contrat de dérivé à des fins autres que de négociation et doit avoir un degré de corrélation élevé avec le risque de la Banque au moment de l'entrée en vigueur et au cours de la période visée. Si ces critères ne sont pas remplis, le contrat est désigné à titre de dérivé conclu à des fins de négociation.

La Banque conclut des dérivés dans le cadre d'activités de négociation afin de répondre aux besoins de ses clients et d'obtenir des positions de négociation. Ces portefeuilles de dérivés sont évalués à la valeur du marché, et les gains et pertes matérialisés et non matérialisés en résultant sont enregistrés immédiatement dans les autres revenus. La valeur du marché des swaps de taux d'intérêt, y compris les swaps de taux d'intérêt et de monnaies étrangères, est déterminée déduction faite d'un report qui constate la nécessité de couvrir le coût en capital, le risque de crédit et les frais d'administration sur la durée de chaque contrat.

La Banque conclut des dérivés dans le cadre d'activités autres que de négociation afin de respecter ses stratégies en matière de financement et d'investissement. Elle y parvient en modifiant une caractéristique ou plus de ses risques liés aux instruments financiers figurant au bilan. Les gains et pertes non matérialisés tirés des dérivés conclus à des fins autres que de négociation sont comptabilisés de la même façon que l'instrument financier connexe figurant au bilan. Les gains et pertes matérialisés découlant de la cessation anticipée, de la vente, de l'échéance ou de l'extinction de ces dérivés sont généralement reportés et amortis sur la durée restante des instruments connexes figurant au bilan. Les primes sur les options achetées sont reportées au moment de l'entrée en vigueur et amorties par imputation aux autres revenus sur la durée du contrat.

m) Provision pour impôts sur les bénéficiaires

La Banque constate les incidences sur les impôts sur les bénéficiaires de l'exercice et futurs de toutes les opérations qui ont été comptabilisées dans les états financiers. Les actifs et passifs d'impôts futurs sont déterminés d'après les taux d'imposition qui devraient s'appliquer lorsque les actifs ou passifs sont présentés à des fins fiscales.

n) Prestations de retraite et avantages complémentaires de retraite

Le principal régime de retraite de la Banque (Association de la caisse de retraite de La Banque Toronto-Dominion), dont la participation est volontaire, est financé au moyen des cotisations de la Banque et des participants au régime.

Chaque année, des évaluations actuarielles des régimes de retraite maintenus par la Banque sont effectuées en vue de déterminer la valeur actualisée des prestations constituées.

Les coûts découlant des régimes de retraite sont déterminés d'après des évaluations actuarielles distinctes à l'aide de la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service et des estimations les plus probables de la direction plutôt que d'après des évaluations menées aux fins de la capitalisation.

La charge de retraite comprend le coût des prestations pour les services rendus au cours de l'exercice, les frais d'intérêts sur le passif des régimes de retraite, les revenus prévus sur l'actif des régimes de retraite d'après la valeur axée sur la valeur marchande et l'amortissement linéaire du facteur d'équivalence sur la durée moyenne prévue du reste de la carrière active du groupe d'employés.

L'écart cumulatif entre la charge de retraite et les cotisations de capitalisation est présenté dans les autres éléments d'actif.

La Banque offre également certaines prestations d'assurance-maladie et d'assurance-vie à ses employés à la retraite. Les employés de la Banque ont droit à ces prestations s'ils prennent leur retraite à l'âge normal de la retraite. Ces prestations sont constatées au fur et à mesure qu'elles sont versées aux retraités.

o) Chiffres correspondants

Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation adoptée pour 1999.

2 VALEURS MOBILIÈRES

Calendrier des échéances des valeurs mobilières en fin d'exercice

(en millions de dollars)	Échéance restante						1999 Total	1998 Total
	D'ici un an	De un an à 3 ans	De 3 ans à 5 ans	De 5 ans à 10 ans	De plus de 10 ans	Aucune échéance précise		
Valeurs du compte de placement								
Valeurs mobilières émises ou garanties par								
Canada	\$ 350	\$ 7	\$ 467	\$ 59	\$ 2	\$ -	\$ 885	\$ 1,118
Provinces	56	149	61	1	1	-	268	604
Total	406	156	528	60	3	-	1,153	1,722
Autres titres de créance								
Émetteurs canadiens	111	60	25	52	33	116	397	372
Gouvernement fédéral des États-Unis	6,336	154	10	14	48	-	6,562	4,522
Autres gouvernements étrangers	3,459	112	-	-	-	-	3,571	475
Autres émetteurs	905	817	351	267	27	-	2,367	1,574
Total	10,811	1,143	386	333	108	116	12,897	6,943
Actions								
Actions privilégiées	402	394	163	381	9	205	1,554	1,645
Actions ordinaires	-	-	-	-	-	2,425	2,425	2,202
Total	402	394	163	381	9	2,630	3,979	3,847
Total des valeurs du compte de placement	11,619	1,693	1,077	774	120	2,746	18,029	12,512
Valeurs du compte de négociation								
Valeurs mobilières émises ou garanties par								
Canada	4,252	1,727	257	2,270	2,508	-	11,014	7,918
Provinces	423	516	184	374	668	-	2,165	2,224
Total	4,675	2,243	441	2,644	3,176	-	13,179	10,142
Autres titres de créance								
Émetteurs canadiens	3,460	397	374	608	446	-	5,285	2,711
Gouvernement fédéral des États-Unis	721	15	164	266	17	-	1,183	1,237
Autres gouvernements étrangers	767	222	160	575	804	-	2,528	3,340
Autres émetteurs	4,530	6,265	3,783	3,552	1,865	-	19,995	12,169
Total	9,478	6,899	4,481	5,001	3,132	-	28,991	19,457
Actions								
Actions privilégiées	130	122	5	595	184	2,198	3,234	3,283
Actions ordinaires	-	-	-	-	-	5,660	5,660	4,325
Total	130	122	5	595	184	7,858	8,894	7,608
Total des valeurs du compte de négociation	14,283	9,264	4,927	8,240	6,492	7,858	51,064	37,207
Total des valeurs mobilières¹	\$ 25,902	\$ 10,957	\$ 6,004	\$ 9,014	\$ 6,612	\$ 10,604	\$ 69,093	\$ 49,719

¹ Comprend les substituts de prêts d'un montant de \$20 millions (\$183 millions en 1998).

Valeurs mobilières – Gains et pertes non matérialisés

(en millions de dollars)	1999				1998			
	Valeur comptable	Gains bruts non matérialisés	Pertes brutes non matérialisées	Valeur marchande estimative	Valeur comptable	Gains bruts non matérialisés	Pertes brutes non matérialisées	Valeur marchande estimative
Valeurs du compte de placement								
Émises ou garanties par								
Canada	\$ 885	\$ -	\$ 18	\$ 867	\$ 1,118	\$ 1	\$ 5	\$ 1,114
Provinces	268	-	2	266	604	3	-	607
Gouvernement fédéral des États-Unis	6,562	-	2	6,560	4,522	8	1	4,529
Autres titres de créance	6,335	18	13	6,340	2,421	3	8	2,416
Actions	3,979	484	73	4,390	3,847	483	7	4,323
Total des valeurs du compte de placement	18,029	502	108	18,423	12,512	498	21	12,989
Valeurs du compte de négociation	51,064	-	-	51,064	37,207	-	-	37,207
Total des valeurs mobilières	\$ 69,093	\$ 502	\$ 108	\$ 69,487	\$ 49,719	\$ 498	\$ 21	\$ 50,196

3 PRÊTS, PRÊTS DOUTEUX ET PROVISION GLOBALE POUR PERTES SUR CRÉANCES

Prêts et prêts douteux

(en millions de dollars)	Montant brut des prêts	Provision globale pour pertes sur créances			Montant net des prêts	Prêts douteux bruts
		Provision spécifique	Provision générale	Total		
1999						
Hypothèques résidentielles	\$ 31,537	\$ 6	\$ 48	\$ 54	\$ 31,483	\$ 52
Prêts à tempérament aux consommateurs et autres prêts personnels	20,625	36	146	182	20,443	63
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	36,289	212	518	730	35,559	594
Total	\$ 88,451	\$ 254	\$ 712	\$ 966	\$ 87,485	\$ 709
1998						
Hypothèques résidentielles	\$ 32,302	\$ 2	\$ 45	\$ 47	\$ 32,255	\$ 43
Prêts à tempérament aux consommateurs et autres prêts personnels	15,333	53	120	173	15,160	104
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	38,167	201	455	656	37,511	470
Total	\$ 85,802	\$ 256	\$ 620	\$ 876	\$ 84,926	\$ 617
					1999	1998
Moyenne des prêts douteux bruts au cours de l'exercice					\$ 676	\$ 631
Prêts douteux nets en fin d'exercice					\$ (257)	\$ (259)

Le montant brut des hypothèques résidentielles comprend \$24,704 millions au 31 octobre 1999 (\$24,399 millions en 1998) de prêts hypothécaires assurés par le gouvernement canadien. Les prêts douteux bruts comprennent l'actif saisi détenu à des fins de vente d'une valeur comptable brute de \$94 millions au

31 octobre 1999 (\$117 millions en 1998) et une provision globale connexe de \$52 millions (\$29 millions en 1998). Les prêts sont présentés déduction faite du revenu non gagné de \$128 millions (\$142 millions en 1998).

Provision globale pour pertes sur créances

(en millions de dollars)	1999	1998
Solde en début d'exercice	\$ 876	\$ 585
Radiations	(259)	(260)
Recouvrements	99	101
Provision pour pertes sur créances imputée à l'état consolidé des revenus		
– provision spécifique	175	232
– provision générale	100	218
Divers, y compris les variations du taux de change	(25)	–
Provision globale pour pertes sur prêts en fin d'exercice¹	\$ 966	\$ 876

¹ La Banque a également des provisions générales de \$41 millions (\$16 millions en 1998) relatives à des instruments financiers dérivés et à des engagements de syndication de prêts. Compte tenu de ces provisions additionnelles, qui sont présentées dans les autres éléments d'actif et de passif, le total de la provision globale pour pertes sur créances de la Banque en fin d'exercice est de \$1,007 millions (\$892 millions en 1998).

4 TERRAINS, CONSTRUCTIONS, MATÉRIEL ET MOBILIER

(en millions de dollars)	1999			1998
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
Terrains	\$ 183	\$ –	\$ 183	\$ 188
Constructions	1,187	299	888	877
Équipement informatique	665	367	298	258
Mobilier, agencements et autre matériel	439	244	195	191
Améliorations locatives	310	136	174	152
	\$ 2,784	\$ 1,046	\$ 1,738	\$ 1,666

L'amortissement cumulé à la fin de 1998 était de \$975 millions.

5 AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF

(en millions de dollars)	1999	1998
Réévaluation au marché des instruments financiers dérivés conclus à des fins de négociation (note 14)	\$ 9,651	\$ 12,898
Montants à recevoir de courtiers et de clients	1,303	2,213
Intérêt couru	1,330	1,786
Débiteurs, frais payés d'avance et autres éléments	1,417	1,656
Écart d'acquisition et actif incorporel non amortis	909	958
Impôts sur les bénéfices futurs (note 11)	236	370
Hypothèques vendues avec recours aux Fonds mutuels Ligne Verte	182	237
Charge de retraite payée d'avance (note 10)	99	84
	\$ 15,127	\$ 20,202

6 DÉPÔTS

(en millions de dollars)				1999	1998
	À vue	À préavis	À terme	Total	Total
Particuliers	\$ 10,868	\$ 15,549	\$ 26,357	\$ 52,774	\$ 47,693
Banques	2,728	23	28,150	30,901	17,063
Entreprises et gouvernements	12,538	7,542	36,631	56,711	55,921
Total	\$ 26,134	\$ 23,114	\$ 91,138	\$ 140,386	\$ 120,677
Dépôts non productifs d'intérêts inclus ci-dessus					
Au Canada				\$ 2,148	\$ 1,776
À l'étranger				322	69
Dépôts productifs d'intérêts inclus ci-dessus					
Au Canada				73,870	68,052
À l'étranger				61,039	47,945
Fonds fédéraux américains achetés				3,007	2,835
Total				\$ 140,386	\$ 120,677

7 AUTRES ÉLÉMENTS DE PASSIF

(en millions de dollars)	1999	1998
Réévaluation au marché des instruments financiers dérivés conclus à des fins de négociation (note 14)	\$ 8,473	\$ 12,232
Montants à payer aux courtiers et aux clients	2,660	614
Intérêt couru	1,788	1,944
Créditeurs, frais à payer et autres éléments	1,438	1,797
Salaires à payer et avantages sociaux	514	466
Éléments de passif de filiales autres que des dépôts	371	322
Obligations liées aux hypothèques vendues avec recours	182	237
Chèques et autres effets en cours de compensation, net	195	-
	\$ 15,621	\$ 17,612

8 EFFETS SUBORDONNÉS

Les effets sont des obligations directes non garanties de la Banque, dont le droit de paiement est subordonné aux droits des déposants et de certains autres créanciers de la Banque. Au besoin, la

Banque conclut des options sur taux d'intérêt, des swaps de taux d'intérêt et des swaps de monnaies étrangères pour modifier les risques connexes en matière de taux d'intérêt et de change.

(en millions de dollars)				En circulation aux 31 octobre	
Taux d'intérêt (%)	Date d'échéance	Rachetables à compter de	Montant en monnaies étrangères	1999	1998
5.00	jusqu'en févr. 1999	-		\$ -	\$ 1
7.75	avril 1999	-	Yen 5 milliards	-	66
Divers ¹	août 1999 à oct. 2001	-		30	31
Divers ²	janv. 2002 à févr. 2002	-		8	6
1.38	mai 2002	-		2	2
Divers ³	juin 2002 à sept. 2002	-		16	13
1.70	oct. 2002	-		1	-
Taux flottant ⁴	oct. 2002	-	US\$150 millions	221	231
Taux flottant ⁵	août 2003	-	US\$150 millions	221	231
Taux flottant ⁶	oct. 2003	-		100	100
8.00	déc. 2003	juill. 1998		150	150
7.88	août 2004	août 1999	US\$150 millions	-	231
5.60	sept. 2006	sept. 2001		400	400
6.45	oct. 2006	oct. 2001		350	350
6.50	janv. 2007	janv. 2002	US\$300 millions	440	463
6.75	mars 2007	mars 2002	US\$200 millions	293	309
5.65	sept. 2007	sept. 2002		25	25
6.50	août 2008	-	US\$150 millions	221	231
6.15	oct. 2008	-	US\$150 millions	221	231
6.13	nov. 2008	-	US\$100 millions	147	154
6.45	janv. 2009	-	US\$150 millions	221	231
8.40	déc. 2010	déc. 2005		150	150
				\$ 3,217	\$ 3,606

¹ Intérêt payable à divers taux, de 0.13% à 4.20%.

² Intérêt payable à divers taux, de 1.13% à 3.05%.

³ Intérêt payable à divers taux, de 0.13% à 2.95%.

⁴ Intérêt au TIOL de six mois en dollars US moins 0.13%, sous réserve de taux minimum et maximum de respectivement 5% et 10%.

⁵ Intérêt au TIOL de trois mois en dollars US, sous réserve d'un minimum de 4.10%.

⁶ Intérêt au taux de trois mois des engagements de clients en contrepartie d'acceptations moins 0.30%, sous réserve de taux minimum et maximum de respectivement 6.50% et 9%.

Calendrier des remboursements

L'ensemble des échéances des effets subordonnés de la Banque, en supposant la première de la date d'échéance ou de la date

d'encaissement par anticipation au gré des détenteurs en vertu des conditions d'émission, s'établit comme suit :

(en millions de dollars)	1999	1998
D'ici un an	\$ 8	\$ 68
Plus de un an à 2 ans	22	8
Plus de 2 ans à 3 ans	248	22
Plus de 3 ans à 5 ans	471	583
Plus de 5 ans	2,468	2,925
	\$ 3,217	\$ 3,606

9 CAPITAL SOCIAL

Le capital social de la Banque comprend ce qui suit :

Autorisé

Un nombre illimité d'actions privilégiées de premier rang, catégorie A, sans valeur nominale, qui peuvent être émises en séries.

Un nombre illimité d'actions ordinaires, sans valeur nominale.

(en millions de dollars)	1999	1998
Émis et entièrement versé		
Actions privilégiées émises par la Banque		
7,000,000 d'actions privilégiées de premier rang, catégorie A, rachetables, à dividende non cumulatif, série G (US\$175 millions)	\$ 258	\$ 270
9,000,000 d'actions privilégiées de premier rang, catégorie A, rachetables, à dividende non cumulatif, série H	225	225
	483	495
Actions privilégiées émises par Société d'investissement hypothécaire TD		
350,000 actions privilégiées à dividende non cumulatif, série A	350	350
Total des actions privilégiées	833	845
Actions ordinaires (620,343,168 en 1999; 594,237,648 en 1998)	2,006	1,301
	\$ 2,839	\$ 2,146

Actions privilégiées

Aucune des actions privilégiées en circulation n'est rachetable au gré du détenteur.

Les rachats de toute action privilégiée sont assujettis à l'approbation préalable du surintendant des institutions financières du Canada.

Actions privilégiées de premier rang, catégorie A, série G

Entre le 30 avril 2001 et le 30 avril 2002, la Banque aura l'option de racheter les actions de série G en circulation pour US\$26.00. Après le 30 avril 2003, le prix de rachat sera réduit à US\$25.00 plus les dividendes déclarés et non versés jusqu'à la date de rachat.

À compter du 30 avril 2001, la Banque pourra convertir les actions de série G en circulation, en totalité ou en partie, en actions ordinaires, en divisant le prix de rachat par action de série G alors applicable plus les dividendes déclarés et non versés jusqu'à la date de conversion par US\$1.00 ou 95% de l'équivalent en dollars US du prix de négociation moyen de ces actions ordinaires à ce moment-là, selon le plus élevé des deux montants.

À compter du 31 janvier 2004, chaque action de série G pourra être convertie, au gré du détenteur, en actions ordinaires tous les trimestres, comme décrit ci-dessus.

La Banque peut, en donnant au moins un avis de 40 jours avant la date de conversion à tous les détenteurs qui ont fourni un avis de conversion, racheter les actions ou trouver des acheteurs substitués pour le faire au prix d'achat au comptant de US\$25.00 l'action plus les dividendes déclarés et non versés jusqu'à la date de conversion.

Actions privilégiées de premier rang, catégorie A, série H

Entre le 30 avril 2002 et le 30 avril 2003, la Banque aura l'option de racheter les actions de série H en circulation pour \$26.00. Après le 30 avril 2004, le prix de rachat sera réduit à \$25.00 plus les dividendes déclarés et non versés jusqu'à la date de rachat.

À compter du 30 avril 2002, la Banque pourra convertir les actions de série H en circulation, en totalité ou en partie, en actions ordinaires, en divisant le prix de rachat par action de série H alors applicable plus les dividendes déclarés et non versés jusqu'à la date de conversion par \$1.00 ou 95% du prix de négociation moyen de ces actions ordinaires à ce moment-là, selon le plus élevé des deux montants.

À compter du 31 janvier 2005, chaque action de série H pourra être convertie, au gré du détenteur, en actions ordinaires tous les trimestres, comme décrit ci-dessus.

La Banque peut, en donnant au moins un avis de 40 jours avant la date de conversion à tous les détenteurs qui ont fourni un avis de conversion, racheter les actions ou trouver des acheteurs substitués pour le faire au prix d'achat au comptant de \$25.00 l'action plus les dividendes déclarés et non versés jusqu'à la date de conversion.

Actions privilégiées de série A de Société d'investissement hypothécaire TD

Tous les semestres, à compter du 31 octobre 2007, Société d'investissement hypothécaire TD (SIHTD) a l'option de racheter les actions de série A en circulation pour un montant de \$1,000.00.

Tous les semestres, à compter du 31 octobre 2007, la Banque peut échanger la totalité des actions de série A en circulation contre des actions ordinaires de la Banque, en divisant \$1,000.00 plus les dividendes déclarés et non versés jusqu'à la date de l'échange par 95% du prix de négociation moyen de ces actions ordinaires à ce moment-là.

Tous les semestres, à compter du 31 octobre 2007, chaque action de série A pourra être échangée, au gré du détenteur, contre des actions ordinaires de la Banque, en divisant \$1,000.00 plus les dividendes déclarés et non versés jusqu'à la date de l'échange par \$1.00 ou 95% du prix de négociation moyen de ces actions ordinaires à ce moment-là, selon le plus élevé des deux montants.

SIHTD peut, en donnant au moins un avis de deux jours ouvrables avant la date de l'échange à tous les détenteurs qui ont fourni un avis d'échange, racheter les actions ou la Banque peut trouver des acheteurs substitués pour le faire, au prix d'achat de \$1,000.00 plus les dividendes déclarés et non versés jusqu'à la date de conversion.

Taux de dividende sur actions privilégiées

Les taux de dividende sur actions privilégiées sont les suivants :

i) Série G – Taux trimestriel de US\$0.3375 l'action.

ii) Série H – Taux trimestriel de \$0.44375 l'action.

iii) Série A – Taux semestriel de \$32.30 l'action.

Actions privilégiées de premier rang, catégorie A, séries I et J

Le 1^{er} novembre 1999, la Banque a émis 16,400,000 unités pour une contrepartie au comptant de \$102.5 millions. Chaque unité consiste en une action privilégiée de premier rang, rachetable, de catégorie A, à dividende non cumulatif, série I et en un bon de souscription d'action privilégiée de premier rang, rachetable, de catégorie A, à dividende non cumulatif, série J.

Le 28 avril 2000, le 31 juillet 2000 ou le 31 octobre 2000, les détenteurs d'unités peuvent, en exerçant un bon de souscription d'action de série J et en versant un montant au comptant de \$18.75, convertir une action de série I en une action de série J. Les actions de série I donneront droit à des dividendes trimestriels à un taux annuel de 5.50% jusqu'au 28 avril 2000. Après cette date, les actions de série I donneront droit à des dividendes trimestriels de \$0.01, et les actions de série J, à des dividendes trimestriels à un taux annuel de 5.10%.

Actions ordinaires

	1999	1998
Nombre en circulation en début d'exercice	594,237,648	593,892,398
Émises pour un produit brut de \$700 millions (note 20)	25,700,000	–
Émises à la levée d'options	405,520	345,250
Nombre en circulation en fin d'exercice	620,343,168	594,237,648

Dividendes en actions

Le 31 juillet 1999, la Banque a versé un dividende en actions correspondant à une action ordinaire pour chacune de ses actions ordinaires émises et en circulation. L'incidence de ce dividende en actions à raison d'une pour une est la même qu'une division

d'actions ordinaires à raison de deux pour une. Tous les nombres d'actions ordinaires ont été retraités pour refléter le dividende en actions.

Options d'achat d'actions

En vertu du régime d'options d'achat d'actions de la Banque, des options sur actions ordinaires peuvent être émises à certains employés pour une durée de dix ans. Ces options sont acquises sur une période de quatre ans et peuvent être levées au cours de clôture des actions à une date antérieure à leur date d'émission. Les options en circulation ont des prix de levée variant de \$8.188 à \$30.60, une durée moyenne pondérée restante de 7.7 ans et viennent à échéance à des dates s'échelonnant entre avril 2000 et décembre 2008. Au 31 octobre 1999, un total de 8,378,000 actions ordinaires ont été réservées aux fins d'émission en vertu du régime d'options d'achat d'actions.

Au cours de 1997, l'administration du régime a été modifiée pour permettre aux employés de choisir de recevoir un montant au comptant au titre des options égal à leur valeur intrinsèque, soit l'écart entre le prix de levée des options et la valeur marchande actuelle des actions.

Un sommaire des activités visant les options d'achat d'actions de la Banque et des informations connexes pour les exercices se terminant aux 31 octobre est présenté ci-après :

	1999	Prix de levée moyen pondéré	1998	Prix de levée moyen pondéré	1997	Prix de levée moyen pondéré
Nombre en circulation en début d'exercice	21,867,140	\$ 15.80	20,400,890	\$ 12.12	18,322,040	\$ 10.33
Octroyées	4,916,400	25.43	4,176,200	30.60	4,953,000	17.45
Levées – au comptant	(2,770,072)	10.76	(2,200,550)	10.65	(419,850)	9.39
– actions	(405,520)	12.57	(345,250)	10.40	(2,185,050)	9.63
Confisquées	(271,000)	23.46	(164,150)	14.75	(269,250)	12.45
Nombre en circulation en fin d'exercice	23,336,948	\$ 18.39	21,867,140	\$ 15.80	20,400,890	\$ 12.12
Pouvant être levées en fin d'exercice	12,337,346	\$ 13.40	10,380,042	\$ 10.98	8,666,690	\$ 9.68

Restrictions en matière de dividendes

En vertu de la Loi sur les banques, la Banque ne peut déclarer de dividendes sur ses actions ordinaires ou privilégiées s'il existe un motif raisonnable de croire que, ce faisant, elle violerait les règlements de la Loi sur les banques en matière de suffisance du capital et de liquidités ou les directives du surintendant des institutions financières du Canada. En outre, la capacité de verser des dividendes sur actions ordinaires est assujettie aux conditions

des actions privilégiées en circulation, en vertu desquelles la Banque ne peut verser de dividendes sur ses actions ordinaires sans l'approbation des détenteurs des actions privilégiées en circulation, à moins que tous les dividendes sur actions privilégiées n'aient été déclarés et versés ou réservés à des fins de paiement. Actuellement, ces limites ne restreignent pas le versement de dividendes sur les actions ordinaires ou privilégiées.

10 RÉGIMES DE RETRAITE

Les prestations de retraite sont établies en fonction des années de service et du salaire moyen des cinq dernières années des employés.

Le principal régime de retraite de la Banque est financé au moyen des cotisations de la Banque et des participants au régime. Conformément à la loi, la Banque verse au régime des montants établis de manière actuarielle et il lui incombe ultimement de s'assurer que les éléments de passif du régime font l'objet d'une capitalisation appropriée avec le temps.

La Banque offre également certaines prestations en assurance-vie, assurance-maladie et assurance-soins dentaires à ses employés retraités. Les coûts de ces prestations sont enregistrés dans les salaires et les avantages sociaux au fur et à mesure qu'ils sont payés.

Le tableau suivant présente la situation financière du régime de retraite de la Banque aux 31 octobre.

(en millions de dollars)	1999	1998	1997
Obligations au titre des prestations constituées	\$ 1,068	\$ 1,078	\$ 987
Tranche acquise des obligations au titre des prestations constituées	1,066	1,076	985
Variation des obligations au titre des prestations projetées			
Obligations au titre des prestations projetées en début d'exercice	1,157	1,066	894
Modifications au régime	3	2	2
Variation des hypothèses actuarielles	(39)	8	101
Intérêts courus sur les prestations	74	71	67
Prestations accumulées	38	38	33
Prestations versées	(79)	(75)	(66)
Compte d'amélioration des prestations de retraite – prestations accumulées	3	1	5
(Gains actuariels) pertes actuarielles	(5)	55	30
Divers	(11)	(9)	-
Obligations au titre des prestations projetées en fin d'exercice	1,141	1,157	1,066
Variation de l'actif du régime			
Actif du régime à la juste valeur en début d'exercice	1,043	1,208	1,020
Revenu réel de l'actif du régime	51	51	57
Gain à la cession de placements	10	78	115
Cotisations des membres	18	18	19
Cotisations de l'employeur	40	-	-
Augmentation (diminution) des gains non matérialisés sur les placements	69	(213)	76
Prestations de retraite	(79)	(75)	(66)
Frais généraux et administratifs	(10)	(13)	(13)
Divers	(11)	(11)	-
Actif du régime à la juste valeur en fin d'exercice	1,131	1,043	1,208
Excédent (déficit) de l'actif du régime sur les obligations au titre des prestations projetées	(10)	(114)	142
(Gain net) perte nette non constaté(e) lié(e) aux résultats passés, différent(e) des hypothèses, et incidence des variations des hypothèses	119	224	(21)
Coûts au titre des services passés non constatés	23	23	24
Montant de transition non constaté	(33)	(49)	(65)
Charge de retraite payée d'avance	\$ 99	\$ 84	\$ 80
Charge annuelle			
La charge de retraite nette comprend les éléments suivants :			
Coût des prestations au titre des services rendus au cours de l'exercice – prestations acquises	\$ 23	\$ 23	\$ 18
Intérêts sur les obligations au titre des prestations projetées	74	71	67
Rendement prévu de l'actif du régime	(78)	(86)	(80)
Amortissement net	6	(12)	(13)
Charge de retraite du régime canadien	25	(4)	(8)
Charge de retraite du régime international	20	12	10
Charge de retraite	45	8	2
Cotisations au régime de pensions du Canada et au régime de rentes du Québec	26	23	21
Total de la charge de retraite	\$ 71	\$ 31	\$ 23
Hypothèses actuarielles			
Taux d'actualisation moyen pondéré des obligations au titre des prestations projetées	6.75%	6.50%	6.50%
Taux d'augmentation moyen pondéré des salaires	3.50	3.50	3.50
Taux de rendement moyen pondéré prévu à long terme de l'actif du régime	7.75	7.50	7.25

11 PROVISION POUR IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

(en millions de dollars)	1999	1998	1997
Provision pour impôts sur les bénéfices – état consolidé des revenus			
Impôts sur les bénéfices de l'exercice	\$ 943	\$ 717	\$ 757
Impôts sur les bénéfices futurs	147	(106)	(116)
	1,090	611	641
Provision pour impôts sur les bénéfices – état consolidé des modifications survenues dans l'avoir des actionnaires			
Impôts sur les bénéfices de l'exercice	58	(107)	(22)
Impôts sur les bénéfices futurs	(13)	-	-
	45	(107)	(22)
Total de la provision pour impôts sur les bénéfices	\$ 1,135	\$ 504	\$ 619
Impôts sur les bénéfices de l'exercice			
Fédéral	\$ 267	\$ 282	\$ 404
Provincial	91	102	155
Étranger	643	226	176
	1,001	610	735
Impôts sur les bénéfices futurs			
Fédéral	98	(79)	(89)
Provincial	33	(25)	(33)
Étranger	3	(2)	6
	134	(106)	(116)
	\$ 1,135	\$ 504	\$ 619

La provision pour impôts sur les bénéfices qui figure à l'état consolidé des revenus est moindre que celle qui est obtenue par l'application des taux d'impôt prévus par la loi au revenu net

avant la provision pour impôts sur les bénéfices en raison des facteurs suivants :

	1999	1998	1997
Taux d'impôt sur les bénéfices canadien prévu par la loi	42.5%	42.8%	43.1%
Augmentation (diminution) attribuable aux éléments suivants :			
Gain non imposable à la vente de TD Waterhouse Group, Inc.	(11.7)	-	-
Dividendes de sociétés canadiennes imposables	(2.6)	(6.4)	(5.3)
Taux d'imposition moins élevés sur les bénéfices de filiales internationales	(2.5)	(5.7)	(4.1)
Impôt fédéral des grandes sociétés	0.4	0.8	0.6
Surtaxe temporaire sur les institutions financières	0.2	0.5	0.5
Divers – net	0.4	3.3	2.3
Taux d'impôt sur les bénéfices réel	26.7%	35.3%	37.1%

Les actifs d'impôts futurs nets présentés dans les autres éléments d'actif comprennent les actifs et les passifs suivants :

(en millions de dollars)	1999	1998
Actifs d'impôts futurs		
Provision globale pour pertes sur créances	\$ 225	\$ 202
Revenu reporté	38	50
Valeurs mobilières	19	157
Divers	33	49
Total des actifs d'impôts futurs	315	458
Provision pour moins-value	-	-
Actifs d'impôts futurs	315	458
Passifs d'impôts futurs		
Locaux et matériel et mobilier	(24)	(19)
Caisse de retraite	(24)	(37)
Divers	(31)	(32)
Passifs d'impôts futurs	(79)	(88)
Actifs d'impôts futurs nets	\$ 236	\$ 370

Les bénéfices de certaines filiales internationales seraient imposables uniquement en cas de rapatriement au Canada. La Banque n'a pas constaté de passifs d'impôts futurs pour ces bénéfices non répartis étant donné qu'elle ne prévoit pas les rapatrier à

l'heure actuelle. Si tous les bénéfices non répartis des filiales internationales étaient rapatriés, les impôts estimatifs à payer atteindraient \$174 millions au 31 octobre 1999 (\$144 millions en 1998).

12 JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

(en millions de dollars)	1999		1998	
	Valeur comptable	Juste valeur estimative	Valeur comptable	Juste valeur estimative
Bilan consolidé				
Actif				
Valeurs mobilières	\$ 69,093	\$ 69,487	\$ 49,719	\$ 50,196
Prêts	87,485	86,401	84,926	84,840
Passif				
Dépôts	140,386	140,406	120,677	121,011
Effets subordonnés	3,217	3,176	3,606	3,719

L'ensemble des montants présentés à la juste valeur estimative ne correspond pas à l'estimation par la direction de la valeur sous-jacente de la Banque. De plus, les justes valeurs présentées représentent les estimations de valeur effectuées à un moment précis et ne reflètent pas nécessairement les justes valeurs futures.

La juste valeur est déterminée selon les méthodes d'évaluation et les hypothèses suivantes :

Dans le cas des éléments qui sont à court terme ou qui sont assortis de caractéristiques de taux variable, la juste valeur est considérée comme étant égale à la valeur comptable. Ces éléments ne figurent pas ci-dessus.

Pour obtenir de l'information détaillée sur la juste valeur estimative des instruments financiers dérivés, se reporter à la note 14.

La juste valeur estimative des valeurs mobilières est établie comme la valeur estimative du marché présentée à la note 2.

La juste valeur estimative des prêts reflète les variations de l'ensemble des taux d'intérêt qui se sont produites depuis que les prêts ont été montés ainsi que les changements à l'égard de la solvabilité des emprunteurs. En ce qui a trait aux prêts à taux fixe, la juste valeur estimative est déterminée par l'actualisation des flux de trésorerie futurs prévus liés à ces prêts aux taux d'intérêt du marché pour les prêts ayant des risques de crédit similaires.

La juste valeur estimative des dépôts à terme est établie par l'actualisation des flux de trésorerie contractuels au moyen des taux d'intérêt actuellement en vigueur pour les dépôts assortis de conditions similaires.

La juste valeur estimative des effets subordonnés est calculée en fonction des cours du marché.

13 RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

Le tableau suivant présente l'actif, le passif et les instruments hors bilan à la date d'échéance contractuelle ou à la date de modification des taux, selon la plus rapprochée. L'utilisation de ce tableau pour obtenir de l'information sur le risque de taux d'intérêt de la Banque est limitée du fait que nos clients peuvent choisir de mettre fin à leur contrat sur instruments financiers à une date antérieure à la date d'échéance contractuelle ou à la date de modification des taux. Les prêts hypothécaires, qui sont inscrits à leur date d'échéance contractuelle mais qui sont souvent remboursés de façon anticipée, et certains dépôts à terme, qui sont inscrits à leur date d'échéance

contractuelle mais qui sont souvent encaissés avant cette date, constituent de bons exemples. Le redressement du total des positions aux fins des remboursements et retraits anticipés prévus et le reclassement des valeurs du compte de négociation dans la catégorie des taux flottants selon le mode de gestion du risque de la Banque entraînent une variation de la sensibilité aux taux d'intérêt à moins de un an à \$7.5 milliards par rapport aux \$(11.8) milliards présentés ci-dessous au 31 octobre 1999 (\$1.5 milliard en 1998 par rapport à \$(20.8) milliards).

Risque de taux d'intérêt

(en milliards de dollars)								
	Taux flottant	À moins de 3 mois	De 3 mois à un an	Total à moins de un an	De un an à 5 ans	Plus de 5 ans	Non sensible aux taux d'intérêt	Total
1999								
Actif								
Liquidités	\$ 0.9	\$ 4.7	\$ 0.4	\$ 6.0	\$ -	\$ -	\$ 0.2	\$ 6.2
<i>Rendement réel</i>		5.3%	5.5%					
Prêts	\$ 25.9	\$ 20.5	\$ 10.0	\$ 56.4	\$ 28.1	\$ 2.5	\$ 0.5	\$ 87.5
<i>Rendement réel</i>		6.3%	7.5%		6.6%	6.5%		
Valeurs mobilières achetées en vertu de prises en pension	\$ 7.5	\$ 13.9	\$ 4.1	\$ 25.5	\$ -	\$ 0.1	\$ 0.1	\$ 25.7
<i>Rendement réel</i>		3.3%	5.1%			5.0%		
Valeurs du compte de placement	\$ 5.4	\$ 4.2	\$ 1.9	\$ 11.5	\$ 2.7	\$ 1.3	\$ 2.5	\$ 18.0
<i>Rendement réel</i>		5.2%	5.4%		5.3%	5.7%		
Valeurs du compte de négociation	\$ 2.9	\$ 10.3	\$ 6.2	\$ 19.4	\$ 8.2	\$ 12.2	\$ 11.3	\$ 51.1
<i>Rendement réel</i>		5.1%	5.5%		5.8%	6.2%		
Divers	\$ 19.0	\$ -	\$ -	\$ 19.0	\$ -	\$ -	\$ 6.9	\$ 25.9
Total de l'actif	\$ 61.6	\$ 53.6	\$ 22.6	\$ 137.8	\$ 39.0	\$ 16.1	\$ 21.5	\$ 214.4
Passif et avoir des actionnaires								
Dépôts	\$ 28.0	\$ 61.7	\$ 28.2	\$ 117.9	\$ 18.0	\$ 1.4	\$ 3.1	\$ 140.4
<i>Rendement réel</i>		4.7%	4.6%		3.6%	7.9%		
Effets subordonnés	\$ -	\$ 0.2	\$ 0.2	\$ 0.4	\$ 1.8	\$ 1.0	\$ -	\$ 3.2
<i>Rendement réel</i>		7.5%	5.9%		7.1%	8.8%		
Obligations liées aux valeurs mobilières vendues à découvert	\$ 0.4	\$ 0.8	\$ 2.0	\$ 3.2	\$ 2.5	\$ 6.1	\$ 3.2	\$ 15.0
<i>Rendement réel</i>		5.2%	5.1%		5.9%	6.3%		
Obligations liées aux valeurs mobilières vendues en vertu de conventions de rachat	\$ 0.4	\$ 10.1	\$ 5.5	\$ 16.0	\$ 0.1	\$ -	\$ 3.2	\$ 19.3
<i>Rendement réel</i>		5.2%	5.0%		4.8%			
Divers	\$ 17.5	\$ -	\$ -	\$ 17.5	\$ -	\$ -	\$ 7.5	\$ 25.0
Avoir des actionnaires	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ 0.5	\$ 0.3	\$ 10.7	\$ 11.5
Total du passif et de l'avoir des actionnaires	\$ 46.3	\$ 72.8	\$ 35.9	\$ 155.0	\$ 22.9	\$ 8.8	\$ 27.7	\$ 214.4
Position au bilan	\$ 15.3	\$ (19.2)	\$ (13.3)	\$ (17.2)	\$ 16.1	\$ 7.3	\$ (6.2)	\$ -
Total des montants à payer sur les instruments ¹	\$ -	\$ (17.2)	\$ (8.3)	\$ (25.5)	\$ (14.0)	\$ (3.2)	\$ -	\$ (42.7)
<i>Rendement réel</i>		4.9%	5.5%		5.5%	5.7%		
Total des montants à recevoir sur les instruments ¹	\$ -	\$ 21.8	\$ 9.1	\$ 30.9	\$ 10.3	\$ 1.5	\$ -	\$ 42.7
<i>Rendement réel</i>		4.7%	5.5%		5.6%	5.2%		
Position hors bilan	\$ -	\$ 4.6	\$ 0.8	\$ 5.4	\$ (3.7)	\$ (1.7)	\$ -	\$ -
Position nette	\$ 15.3	\$ (14.6)	\$ (12.5)	\$ (11.8)	\$ 12.4	\$ 5.6	\$ (6.2)	\$ -

¹ Montants nominaux de référence

Risque de taux d'intérêt par monnaie

(en milliards de dollars)									
	Taux flottant	À moins de 3 mois	De 3 mois à un an	Total à moins de un an	De un an à 5 ans	Plus de 5 ans	Non sensible aux taux d'intérêt	Total	
1999									
Monnaie canadienne position au bilan	\$ (3.1)	\$ (3.3)	\$ (7.8)	\$ (14.2)	\$ 15.6	\$ 1.6	\$ (6.4)	\$ (3.4)	
Monnaie étrangère position au bilan	18.4	(15.9)	(5.5)	(3.0)	0.5	5.7	0.2	3.4	
Position au bilan	15.3	(19.2)	(13.3)	(17.2)	16.1	7.3	(6.2)	-	
Monnaie canadienne position hors bilan	-	7.6	0.2	7.8	(7.3)	(1.7)	-	(1.2)	
Monnaie étrangère position hors bilan	-	(3.0)	0.6	(2.4)	3.6	-	-	1.2	
Position hors bilan	-	4.6	0.8	5.4	(3.7)	(1.7)	-	-	
Position nette	\$ 15.3	\$ (14.6)	\$ (12.5)	\$ (11.8)	\$ 12.4	\$ 5.6	\$ (6.2)	\$ -	

Risque de taux d'intérêt

(en milliards de dollars)									
	Taux flottant	À moins de 3 mois	De 3 mois à un an	Total à moins de un an	De un an à 5 ans	Plus de 5 ans	Non sensible aux taux d'intérêt	Total	
1998									
Total de l'actif	\$ 53.4	\$ 39.0	\$ 19.5	\$ 111.9	\$ 38.8	\$ 12.2	\$ 18.9	\$ 181.8	
Total du passif et de l'avoire des actionnaires	56.3	47.1	33.7	137.1	18.6	7.2	18.9	181.8	
Position au bilan	(2.9)	(8.1)	(14.2)	(25.2)	20.2	5.0	-	-	
Position hors bilan	-	0.3	4.1	4.4	(4.3)	(0.1)	-	-	
Position nette	\$ (2.9)	\$ (7.8)	\$ (10.1)	\$ (20.8)	\$ 15.9	\$ 4.9	\$ -	\$ -	

14 INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

La Banque conclut des instruments financiers dérivés, comme décrit ci-après, à des fins de négociation et de gestion des risques.

Les swaps de taux d'intérêt comportent l'échange d'obligations de paiements d'intérêts à taux fixe et flottant selon un montant nominal de référence déterminé. Les swaps de monnaies étrangères comprennent l'échange de paiements de capital et d'intérêts à taux fixe dans diverses monnaies étrangères. Les swaps de taux d'intérêt et de monnaies étrangères comportent l'échange de paiements de capital et d'intérêts à taux fixe et flottant dans deux monnaies différentes.

Les contrats de garantie de taux d'intérêt sont des contrats fixant un taux d'intérêt devant être payé ou reçu à l'égard d'un montant théorique ayant une échéance précise et débutant à une date ultérieure donnée.

Les contrats de change à terme sont des engagements d'acheter ou de vendre des monnaies étrangères qui seront livrées à une date ultérieure donnée et à un taux fixe.

Les contrats à terme normalisés sont des engagements futurs d'acheter ou de livrer des marchandises ou des instruments financiers à une date ultérieure donnée et à un prix déterminé. Les contrats à terme normalisés sont négociés selon des montants normalisés à des bourses organisées et sont assujettis à des marges au comptant calculées quotidiennement.

Les options sont des contrats entre deux parties, en vertu desquels le vendeur de l'option accorde à l'acheteur le droit futur, mais non l'obligation, d'acheter ou de vendre, à une date donnée ou avant, un montant déterminé d'un instrument financier à un prix convenu au moment où l'option est conclue. Le vendeur reçoit une prime pour la vente de cet instrument.

La Banque négocie également des dérivés en matière d'actions, de marchandises et de crédit sur les marchés boursiers et hors bourse.

Les montants nominaux de référence, sur lesquels les paiements sont fondés, ne reflètent pas le risque de crédit afférent aux instruments financiers dérivés.

Instruments financiers dérivés négociés hors bourse et en bourse

(en millions de dollars)						
Montant nominal de référence	Activités de négociation				1999 Total	1998 Total
	Hors bourse	En bourse	Total	Autres activités		
Contrats de taux d'intérêt						
Contrats à terme normalisés	\$ -	\$ 105,116	\$ 105,116	\$ -	\$ 105,116	\$ 87,212
Contrats de garantie de taux d'intérêt	55,533	-	55,533	1,655	57,188	34,540
Swaps	420,532	-	420,532	46,647	467,179	274,983
Options vendues	34,046	4,524	38,570	221	38,791	33,010
Options achetées	30,179	7,507	37,686	465	38,151	37,327
Contrats de change						
Contrats à terme de gré à gré	248,968	-	248,968	14,497	263,465	258,327
Swaps	6,847	-	6,847	-	6,847	5,700
Swaps de taux d'intérêt et de monnaies étrangères	49,909	-	49,909	9,211	59,120	50,609
Options vendues	6,802	-	6,802	-	6,802	18,584
Options achetées	7,238	-	7,238	-	7,238	18,251
Autres contrats ¹	30,696	980	31,676	2,831	34,507	31,041
Total	\$ 890,750	\$ 118,127	\$ 1,008,877	\$ 75,527	\$ 1,084,404	\$ 849,584

¹ Comprennent les dérivés en matière d'actions, de marchandises et de crédit.

Instruments financiers dérivés selon l'échéance

(en millions de dollars)						
Montant nominal de référence	Échéance restante				1999 Total	1998 Total
	D'ici un an	De un an à 3 ans	De 3 ans à 5 ans	De plus de 5 ans		
Contrats de taux d'intérêt						
Contrats à terme normalisés	\$ 88,144	\$ 16,916	\$ 56	\$ -	\$ 105,116	\$ 87,212
Contrats de garantie de taux d'intérêt	55,451	1,737	-	-	57,188	34,540
Swaps	247,912	84,076	57,106	78,085	467,179	274,983
Options vendues	7,832	17,929	9,074	3,956	38,791	33,010
Options achetées	23,642	7,948	4,584	1,977	38,151	37,327
Contrats de change						
Contrats à terme de gré à gré	255,104	7,105	772	484	263,465	258,327
Swaps	2,088	966	1,119	2,674	6,847	5,700
Swaps de taux d'intérêt et de monnaies étrangères	7,305	13,608	17,766	20,441	59,120	50,609
Options vendues	3,108	3,011	682	1	6,802	18,584
Options achetées	6,376	844	15	3	7,238	18,251
Autres contrats ¹	12,829	7,335	10,044	4,299	34,507	31,041
Total	\$ 709,791	\$ 161,475	\$ 101,218	\$ 111,920	\$ 1,084,404	\$ 849,584

¹ Comprennent les dérivés en matière d'actions, de marchandises et de crédit.

La Banque est exposée à un risque de marché en raison de l'instabilité des prix sur les marchés des dérivés découlant des fluctuations des taux d'intérêt et de change. Ce risque est géré par des cadres supérieurs qui sont responsables des activités de négociation de la Banque et est contrôlé de façon distincte par la Direction de la gestion des risques de la Banque.

La juste valeur estimative des instruments financiers dérivés négociés en bourse est déterminée d'après les cours du marché plus ou moins les règlements de marge quotidiens. Ainsi, ces instruments ont une juste valeur minimale, car ils sont réellement réglés sur une base

quotidienne. La juste valeur estimative des instruments financiers dérivés négociés hors bourse est calculée comme la valeur actualisée nette des flux de trésorerie contractuels à l'aide des taux du marché en vigueur sur les instruments sous-jacents ayant des échéances et des caractéristiques similaires. La juste valeur des swaps de taux d'intérêt, y compris les swaps de taux d'intérêt et de monnaies étrangères, dans le cadre d'activités de négociation est calculée déduction faite d'un report qui constate la nécessité de couvrir le coût en capital, le risque de crédit et les frais d'administration sur la durée du contrat.

Juste valeur des instruments financiers dérivés

(en millions de dollars)	1999				1998	
	Juste valeur moyenne ¹ de l'exercice		Juste valeur en fin d'exercice		Juste valeur en fin d'exercice	
	Positive	Négative	Positive	Négative	Positive	Négative
Instruments financiers dérivés détenus ou émis à des fins de négociation :						
Contrats de taux d'intérêt						
Contrats de garantie de taux d'intérêt	\$ 14	\$ 10	\$ 16	\$ 13	\$ 14	\$ 12
Swaps	5,208	4,438	5,007	3,950	5,779	5,244
Options vendues	-	418	-	436	-	499
Options achetées	385	-	357	-	422	-
Total des contrats de taux d'intérêt	5,607	4,866	5,380	4,399	6,215	5,755
Contrats de change						
Contrats à terme de gré à gré	1,914	1,836	1,147	1,575	3,897	3,559
Swaps	235	140	242	102	217	192
Swaps de taux d'intérêt et de monnaies étrangères	1,692	1,682	1,854	1,750	1,811	1,811
Options vendues	-	100	-	48	-	149
Options achetées	171	-	79	-	303	-
Total des contrats de change	4,012	3,758	3,322	3,475	6,228	5,711
Autres contrats ²	611	500	949	599	455	766
Juste valeur – à des fins de négociation	\$ 10,230	\$ 9,124	\$ 9,651	\$ 8,473	\$ 12,898	\$ 12,232
Instruments financiers dérivés détenus ou émis à des fins autres que de négociation :						
Contrats de taux d'intérêt						
Contrats de garantie de taux d'intérêt			\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
Swaps			474	173	483	376
Options vendues			-	-	-	-
Options achetées			-	-	6	-
Total des contrats de taux d'intérêt			474	173	489	376
Contrats de change						
Contrats à terme de gré à gré			758	774	709	687
Swaps			-	-	16	-
Swaps de taux d'intérêt et de monnaies étrangères			282	128	579	148
Total des contrats de change			1,040	902	1,304	835
Autres contrats ²			5	1	-	-
Juste valeur – à des fins autres que de négociation			1,519	1,076	1,793	1,211
Total de la juste valeur	\$ 11,170	\$ 9,549	\$ 14,691	\$ 13,443		

¹ La juste valeur moyenne des instruments financiers dérivés liés à des activités de négociation pour l'exercice se terminant au 31 octobre 1998 s'est élevée à \$9,077 millions (positive) et \$8,046 millions (négative). Les moyennes sont calculées tous les mois.

² Comprennent les dérivés en matière d'actions, de marchandises et de crédit.

Le risque de crédit sur les instruments financiers dérivés correspond au risque de perte financière qu'assume la Banque si une contrepartie n'honore pas ses engagements envers elle. La section du crédit de trésorerie est responsable de l'application des politiques de crédit établies par la Banque pour la gestion du risque de crédit sur les dérivés et du respect de celles-ci.

Dans le tableau suivant, le coût de remplacement actuel, qui correspond à la juste valeur positive de tous les instruments financiers dérivés en cours, représente le risque de crédit maximal de la

Banque sur les dérivés. Le montant de l'équivalent-crédit correspond à la somme du coût de remplacement actuel et du risque futur éventuel, lequel est calculé par l'application de facteurs fournis par le Bureau du surintendant des institutions financières du Canada au montant nominal de référence des instruments. Le montant pondéré en fonction des risques est déterminé par l'application des mesures standard du risque de crédit de contrepartie au montant de l'équivalent-crédit.

Risque de crédit sur les instruments financiers dérivés en fin d'exercice

(en millions de dollars)	1999			1998		
	Coût de remplacement actuel ¹	Équivalent-crédit	Montant pondéré en fonction des risques	Coût de remplacement actuel ¹	Équivalent-crédit	Montant pondéré en fonction des risques
Contrats de taux d'intérêt						
Contrats de garantie de taux d'intérêt	\$ 16	\$ 25	\$ 6	\$ 14	\$ 16	\$ 4
Swaps	5,481	7,349	1,806	6,262	7,805	1,979
Options achetées	336	429	110	425	551	150
Total des contrats de taux d'intérêt	5,833	7,803	1,922	6,701	8,372	2,133
Contrats de change						
Contrats à terme de gré à gré	1,840	4,472	1,223	4,529	7,034	2,825
Swaps	242	568	177	233	468	121
Swaps de taux d'intérêt et de monnaies étrangères	2,136	5,311	1,292	2,390	5,259	1,141
Options achetées	47	154	53	234	476	165
Total des contrats de change	4,265	10,505	2,745	7,386	13,237	4,252
Autres contrats ²	918	3,527	1,263	450	2,854	895
Total des instruments financiers dérivés	\$ 11,016	\$ 21,835	\$ 5,930	\$ 14,537	\$ 24,463	\$ 7,280
Moins l'incidence des accords généraux de compensation et des garanties	5,419	8,746	2,327	5,853	8,448	2,273
	\$ 5,597	\$ 13,089	\$ 3,603	\$ 8,684	\$ 16,015	\$ 5,007

¹ Les instruments négociés en bourse et les contrats de change à terme venant à échéance dans les 14 jours sont exclus selon les lignes directrices du Bureau du surintendant des institutions financières du Canada. Le total de la juste valeur positive des contrats exclus s'élevait à \$154 millions au 31 octobre 1999 (\$154 millions en 1998).

² Comprennent les dérivés en matière d'actions, de marchandises et de crédit.

15 PASSIF ÉVENTUEL ET ENGAGEMENTS

a) Dans le cours normal des affaires, la Banque prend divers engagements et conclut des contrats de passif éventuel qui ne figurent pas au bilan.

Les instruments de crédit indiqués ci-dessous représentent le montant maximal du crédit additionnel que la Banque pourrait être obligée de consentir si les contrats sont entièrement utilisés.

Instruments de crédit

(en millions de dollars)	1999	1998
Garanties et lettres de crédit de soutien	\$ 7,084	\$ 8,536
Lettres de crédit documentaires et commerciales	1,329	1,043
Engagements de crédit ¹		
Échéance originale de un an ou moins	20,977	21,206
Échéance originale de plus de un an	29,731	34,546
	\$ 59,121	\$ 65,331

¹ Comprennent les parties non utilisées des engagements de crédit sous forme de prêts, d'engagements de clients en contrepartie d'acceptations, de garanties et de lettres de crédit.

b) Les frais de location nets relatifs aux locaux et au matériel et mobilier imputés au revenu net de l'exercice se terminant au 31 octobre 1999 ont été de \$305 millions (\$280 millions en 1998).

La Banque a des obligations en vertu de contrats de location à long terme non résiliables visant les locaux et le matériel et mobilier. Les engagements minimums futurs aux termes de contrats de location-exploitation pour le matériel et mobilier, dans les cas où le loyer annuel est supérieur à \$100,000, et pour les locaux s'établissent comme suit :

(en millions de dollars)	
2000	\$ 155
2001	131
2002	98
2003	66
2004	52
2005 et par la suite	110
	\$ 612

c) La Banque et ses filiales sont parties à diverses poursuites judiciaires dans le cours normal des affaires, dont bon nombre sont liées à des prêts. Selon la direction, le jugement final relativement à ces poursuites, sur une base individuelle ou dans l'ensemble, n'aura qu'une incidence négligeable sur la situation financière de la Banque.

d) Dans le cours normal des affaires, des valeurs mobilières et d'autres éléments d'actif sont donnés en gage à l'égard d'éléments de passif. Au 31 octobre 1999, des valeurs mobilières et d'autres éléments d'actif d'une valeur comptable de \$32.5 milliards (\$21.2 milliards en 1998) avaient été donnés en gage relativement à des valeurs mobilières vendues à découvert ou en vertu de conventions de rachat. En outre, au 31 octobre 1999, des éléments

d'actif d'une valeur comptable de \$3.5 milliards (\$3.1 milliards en 1998) avaient été déposés dans le but de participer aux systèmes de compensation et de paiement et auprès de dépositaires ou d'avoir accès aux installations des banques centrales de territoires étrangers ou encore à titre de garantie pour les règlements de contrats auprès de bourses de dérivés ou d'autres contreparties de dérivés.

e) Dans le cours normal des affaires, la Banque consent des prêts visant des valeurs mobilières de clients impayées, ou ses propres valeurs mobilières, à des emprunteurs à condition que ces prêts soient entièrement garantis. Les valeurs mobilières faisant l'objet de prêts au 31 octobre 1999 s'élevaient à \$1 milliard (\$0.8 milliard en 1998).

16 CONCENTRATION DU RISQUE DE CRÉDIT

Il existe une concentration du risque de crédit lorsqu'un certain nombre d'emprunteurs ou de contreparties engagés dans des activités similaires sont situés dans la même région géographique ou ont des caractéristiques économiques comparables. Leur aptitude à respecter des obligations contractuelles peut être également touchée par l'évolution des conditions économiques, politiques ou autres. La direction considère que les concentrations suivantes se trouvent dans des limites acceptables.

Actif au bilan

Du total des prêts au 30 septembre 1999, 71% avait trait à des emprunteurs du Canada, la plus grande concentration étant en Ontario (39%), et 21%, à des emprunteurs des États-Unis. Au 30 septembre 1998, la concentration des prêts était de 74% au Canada (y compris 40% en Ontario) et de 17% aux États-Unis. Du total des prêts et des engagements de clients en contrepartie d'acceptations, environ 8% de la concentration par secteur d'activité se rapportait au secteur des médias et des communications (9% en 1998). Aucun autre secteur n'a représenté plus de 5% du total.

Instruments financiers hors bilan

a) Instruments de crédit

Au 31 octobre 1999, la Banque avait des engagements et des contrats de passif éventuel évalués à \$59,121 millions (\$65,331 millions en 1998), dont des engagements de crédit totalisant \$50,708 (\$55,752 en 1998) se répartissant comme suit : environ 50% du risque de crédit se rapportait aux États-Unis (56% en 1998), 37%, au Canada (30% en 1998) et 7%, au Royaume-Uni (7% en 1998). En ce qui concerne la concentration par secteur d'activité, environ 26% des engagements de crédit avait trait aux institutions financières (21% en 1998), 18%, aux médias et communications (16% en 1998), 11%, aux services publics (13% en 1998), 8%, au gouvernement (9% en 1998), 6%, à l'automobile (4% en 1998) et 5%, au pétrole et au gaz (5% en 1998). Aucun autre secteur d'activité ne dépassait 5% du total.

b) Instruments financiers dérivés

Au 31 octobre 1999, le coût de remplacement actuel des instruments financiers dérivés s'élevait à \$11,016 millions (\$14,537 millions en 1998). D'après la région de la contrepartie ultime, 30% de ce risque de crédit se rapportait à l'Europe à l'exclusion du Royaume-Uni (23% en 1998), 29%, au Canada (32% en 1998), 25%, aux États-Unis (27% en 1998) et 9%, au Royaume-Uni (9% en 1998). La plus importante concentration par type de contrepartie était auprès d'autres institutions financières, qui constituaient 81% du total (78% en 1998). Aucun autre secteur ne dépassait 5% du total.

17 OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

La Banque consent des prêts à ses dirigeants, employés et administrateurs et à leurs sociétés affiliées. Les montants impayés sont comme suit :

(en millions de dollars)	1999	1998
Prêts hypothécaires	\$ 818	\$ 794
Autres prêts	607	648

18 INFORMATION SECTORIELLE

Les activités et opérations de la Banque sont directement liées à sa clientèle des services de détail et de gros. Les activités de détail représentent les services bancaires personnels et commerciaux et services de gestion de patrimoine, et les activités de gros, Valeurs Mobilières TD. Les revenus et frais résiduels non attribués sont inclus à la rubrique divers.

Les services bancaires personnels et commerciaux constituent les services financiers offerts aux consommateurs et aux petites et moyennes entreprises. Quant aux services de gestion de patrimoine, il s'agit des services de courtage réduit, de fonds mutuels et de gestion de placements à l'échelle internationale.

Valeurs Mobilières TD offre une gamme complète de services, notamment les services de placement, les services de banque d'affaires, les fusions et acquisitions, les titres à revenu fixe, les opérations de change, les produits dérivés, les titres à rendement élevé, les instruments du marché monétaire, les actions et les services aux grandes entreprises.

Les résultats de chaque secteur reflètent ses revenus, frais, actifs et passifs. Les prix de transfert des fonds vendus ou achetés et des commissions pour les services fournis correspondent généralement aux taux du marché. La Banque mesure le rendement de chaque secteur d'après le revenu net et le rendement de l'avoir.

Résultats par secteur d'activité

(en millions de dollars)					
	Services bancaires personnels et commerciaux	Services de gestion de patrimoine ¹	Valeurs Mobilières TD	Divers	Total
1999					
Revenu d'intérêts net (en équivalence fiscale)	\$ 2,088	\$ 316	\$ 820	\$ (51)	\$ 3,173
Redressement en équivalence fiscale	–	–	(170)	(22)	(192)
Provision pour pertes sur créances	103	–	76	96	275
Autres revenus	1,118	2,058	1,614	19	4,809
Gain à la vente de TD Waterhouse Group, Inc.	–	1,122	–	–	1,122
Frais autres que d'intérêts	2,233	1,241	1,035	52	4,561
Revenu avant provision pour impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle	870	2,255	1,153	(202)	4,076
Provision pour impôts sur les bénéfices	374	475	392	(151)	1,090
Part des actionnaires sans contrôle	–	5	–	–	5
Revenu net	\$ 496	\$ 1,775	\$ 761	\$ (51)	\$ 2,981
Actif moyen	\$ 61,000	\$ 7,200	\$ 127,400	\$ 17,961	\$ 213,561
1998					
Revenu d'intérêts net (en équivalence fiscale)	\$ 2,151	\$ 207	\$ 1,029	\$ (247)	\$ 3,140
Redressement en équivalence fiscale	–	–	(196)	(3)	(199)
Provision pour pertes sur créances	158	–	92	200	450
Autres revenus	978	888	1,216	115	3,197
Frais autres que d'intérêts	2,163	854	981	(42)	3,956
Revenu avant provision pour impôts sur les bénéfices	808	241	976	(293)	1,732
Provision pour impôts sur les bénéfices	350	126	299	(164)	611
Revenu net	\$ 458	\$ 115	\$ 677	\$ (129)	\$ 1,121
Actif moyen	\$ 57,500	\$ 3,600	\$ 115,300	\$ 14,200	\$ 190,600
1997					
Revenu d'intérêts net (en équivalence fiscale)	\$ 2,105	\$ 127	\$ 872	\$ (121)	\$ 2,983
Redressement en équivalence fiscale	–	–	(161)	–	(161)
Provision pour pertes sur créances	90	3	67	200	360
Autres revenus	864	643	1,041	102	2,650
Frais autres que d'intérêts	2,052	572	726	33	3,383
Revenu avant provision pour impôts sur les bénéfices	827	195	959	(252)	1,729
Provision pour impôts sur les bénéfices	361	110	293	(123)	641
Revenu net	\$ 466	\$ 85	\$ 666	\$ (129)	\$ 1,088

¹ Les frais autres que d'intérêts des services de gestion de patrimoine comprennent l'amortissement de l'écart d'acquisition de \$51 millions en 1999 (\$68 millions en 1998; \$57 millions en 1997).

Distribution géographique des revenus

La Banque gagne des revenus au Canada, aux États-Unis et dans d'autres pays. La présentation des résultats est fondée sur

l'emplacement géographique de l'unité responsable de l'enregistrement des revenus.

Revenus (en équivalence fiscale)

(en millions de dollars)	1999	1998	1997
Canada	\$ 4,772	\$ 4,531	\$ 4,437
États-Unis	2,752	1,377	915
Autres pays	458	429	281
Total¹	\$ 7,982	\$ 6,337	\$ 5,633

¹ Exclut le gain à la vente de TD Waterhouse Group, Inc. en 1999.

19 AN 2000

Le problème du passage à l'an 2000 se rapporte aux préoccupations quant à la possibilité que les ordinateurs et autres systèmes électroniques n'interprètent pas correctement les dates au cours du prochain siècle, ce qui pourrait entraîner des erreurs. Si on ne remédie pas à ce problème, la capacité de la Banque d'exercer normalement ses activités pourrait être perturbée.

La Banque a entrepris un programme d'envergure afin de s'assurer que ses systèmes informatiques seront prêts pour le passage à l'an 2000 avant le 1^{er} janvier 2000. La Banque a également mis en place un programme afin de s'assurer que les systèmes corrigés demeurent prêts pour le passage à l'an 2000 en cas de modifications ultérieures. En outre, la Banque a instauré des plans de poursuite des activités qui ont été renforcés en prévision de la transition à l'an 2000.

L'incidence du passage à l'an 2000 sur la Banque dépendra également du degré de préparation d'autres entités, comme les clients, les fournisseurs ou autres contreparties, ainsi que de toute entité fournissant des données à la Banque ou en recevant de celle-ci ou assurant le traitement de données pour la Banque. Le degré de préparation au passage à l'an 2000 des emprunteurs de la Banque peut également accroître le risque de crédit et entraîner une augmentation des prêts douteux ou des provisions pour pertes sur créances.

Bien que la Banque ne soit actuellement pas au courant de difficultés liées au passage à l'an 2000 qui pourraient avoir une incidence marquée sur ses activités, il n'est pas possible d'être certain que tous les aspects de la transition à l'an 2000 touchant la Banque, y compris ceux se rapportant aux efforts des clients, des fournisseurs ou autres contreparties, seront entièrement résolus.

20 ACQUISITION ENVISAGÉE DE SERVICES FINANCIERS CT INC.

Le 3 août 1999, la Banque a conclu un contrat exécutoire avec British American Tobacco Plc (BAT) visant une offre publique d'achat de la totalité des actions de Services financiers CT Inc. (CT) pour une contrepartie au comptant globale de \$7,998 millions ou \$67 l'action, payable à la clôture de l'opération. À la même date, BAT a conclu un contrat exécutoire avec Imasco Limitée (Imasco), sa filiale détenue à 42%, lequel, sous réserve de l'approbation des actionnaires d'Imasco et d'autres questions, donnera lieu à la prise de contrôle par BAT d'Imasco et au dépôt de la participation de 98.2% d'Imasco dans CT dans le cadre de l'offre publique d'achat de la Banque visant CT.

La clôture de l'opération devrait avoir lieu d'ici le début de février 2000, sous réserve des approbations des organismes de réglementation et des actionnaires d'Imasco. L'opération sera comptabilisée à l'aide de la méthode de l'achat pur et simple, et l'excédent du prix d'achat sur la juste valeur estimative de l'actif net incorporel acquis sera d'abord attribué à l'actif incorporel identifiable, et l'excédent résiduel, à l'écart d'acquisition.

Le montant au comptant en contrepartie de l'acquisition devrait être obtenu comme suit :

(en millions de dollars)	
Émission d'actions ordinaires	\$ 700
Émission d'actions privilégiées et autres instruments de capital	1,300
Dépôts de gros	6,065
Moins : frais et charges estimatifs	(67)
	\$ 7,998

21 TD WATERHOUSE GROUP, INC.

Au cours de 1999, TD Waterhouse Group, Inc. (TD Waterhouse), filiale en propriété exclusive indirecte de la Banque, a procédé à un premier appel public à l'épargne de 43.4 millions d'actions ordinaires au Canada, aux États-Unis et à l'échelle internationale, à un prix de US\$24 l'action, pour un produit brut total de US\$1,042 millions. Par suite du placement, la Banque détient environ 88.5% des actions ordinaires en circulation de TD Waterhouse. La Banque a inscrit un gain de \$1,122 millions à la vente des actions. Ce gain

n'est pas assujéti aux impôts sur les bénéfices, car l'appel public à l'épargne a été réalisé par TD Waterhouse qui a émis de nouvelles actions de trésorerie.

TD Waterhouse est un courtier exécutant mondial qui fournit des services d'investissement et des produits financiers connexes au moyen d'une variété de canaux de livraison, y compris Internet et d'autres canaux électroniques, ainsi que par l'entremise d'un réseau étendu de succursales et de centres de services.

22 RAPPROCHEMENT DES PRINCIPES COMPTABLES GÉNÉRALEMENT RECONNUS AU CANADA ET AUX ÉTATS-UNIS

Les états financiers consolidés de la Banque sont dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada (PCGR canadiens), y compris les exigences comptables du surintendant des institutions financières du Canada. Les écarts

entre les PCGR canadiens et les principes comptables généralement reconnus aux États-Unis (PCGR américains) aux 31 octobre sont décrits ci-après.

Revenu net

(en millions de dollars)	1999	1998	1997
Revenu net en fonction des PCGR canadiens	\$ 2,981	\$ 1,121	\$ 1,088
Rémunération sous forme d'actions	(130)	(13)	(104)
Avantages postérieurs à l'emploi et avantages complémentaires de retraite	(11)	(8)	(7)
Gains sur titrisations d'actifs	9	26	11
Part des actionnaires sans contrôle dans Société d'investissement hypothécaire TD	(12)	(11)	–
Revenu net en fonction des PCGR américains	2,837	1,115	988
Dividendes sur actions privilégiées	31	34	31
Revenu net applicable aux actions ordinaires selon les PCGR américains	\$ 2,806	\$ 1,081	\$ 957
Revenu dilué par action ordinaire en circulation– PCGR américains	\$ 4.68	\$ 1.82	\$ 1.60
– PCGR canadiens	4.90	1.81	1.77

Avoir des actionnaires

(en millions de dollars)	1999	1998
Avoir des actionnaires en fonction des PCGR canadiens	\$ 11,533	\$ 8,533
Rémunération sous forme d'actions	(179)	(86)
Avantages postérieurs à l'emploi et avantages complémentaires de retraite	(42)	(31)
Gains nets non matérialisés sur les valeurs mobilières disponibles aux fins de vente, déduction faite des impôts sur les bénéfices	250	285
Part des actionnaires sans contrôle dans Société d'investissement hypothécaire TD	(350)	(350)
Gains sur titrisations d'actifs	46	37
Avoir des actionnaires en fonction des PCGR américains	\$ 11,258	\$ 8,388

État consolidé du résultat global

(en millions de dollars)	1999	1998	1997
Revenu net selon les PCGR américains	\$ 2,837	\$ 1,115	\$ 988
Variation des gains nets non matérialisés sur les valeurs mobilières disponibles aux fins de vente, déduction faite des impôts sur les bénéfices	(35)	(110)	269
Variation des gains et pertes non matérialisés à la conversion de monnaies étrangères, déduction faite des impôts sur les bénéfices	(161)	294	132
Résultat global	\$ 2,641	\$ 1,299	\$ 1,389

Rémunération sous forme d'actions

Au cours de 1997, l'administration du régime d'options d'achat d'actions des employés de la Banque a été modifiée pour permettre aux détenteurs d'options de choisir de recevoir un montant au comptant au titre des options égal à leur valeur intrinsèque, soit l'écart entre le prix de levée des options et la valeur marchande actuelle des actions. Dans le cadre de la comptabilisation de ces options d'achat d'actions, les PCGR américains exigent que la variation annuelle de la valeur intrinsèque des options soit passée en charges. Pour les options qui n'ont pas été entièrement acquises, la variation de la valeur intrinsèque est amortie sur la période d'acquisition restante. En vertu des PCGR canadiens, aucune dépense n'est enregistrée, et les paiements au comptant aux détenteurs d'options sont imputés aux bénéfices non répartis, déduction faite des impôts et taxes.

Avantages postérieurs à l'emploi et avantages complémentaires de retraite

Les PCGR américains exigent la comptabilisation des avantages postérieurs à l'emploi et avantages complémentaires de retraite. En vertu des PCGR canadiens actuels, les coûts sont passés en charges au fur et à mesure qu'ils sont payés.

Gains nets non matérialisés sur les valeurs du compte de placement

En vertu des PCGR américains, la Banque comptabilise toutes les valeurs du compte de placement dans la catégorie «disponible aux fins de vente» et les présente à leur juste valeur estimative, et les gains et pertes non matérialisés sont inscrits déduction faite des impôts et taxes dans un élément distinct de l'avoir des actionnaires. Selon les PCGR canadiens, les valeurs du compte de placement sont comptabilisées au coût ou au coût non amorti, et les gains ou pertes ne sont constatés qu'au moment de la vente.

Part des actionnaires sans contrôle

En vertu des PCGR américains, les actions privilégiées de la filiale de la Banque, Société d'investissement hypothécaire TD, sont présentées à titre de part des actionnaires sans contrôle au bilan consolidé, et le revenu net applicable à la part des actionnaires sans contrôle est présenté séparément à l'état consolidé des revenus. En vertu des PCGR canadiens, ces actions privilégiées sont incluses dans le total des actions privilégiées présenté au bilan consolidé.

Gains sur titrisations d'actifs

En vertu des PCGR américains, les gains sur titrisations d'actifs doivent être constatés immédiatement. Selon les PCGR canadiens, les gains ne sont constatés que lorsque la Banque reçoit les montants au comptant.

23 FUTURES MODIFICATIONS COMPTABLES

Les dates d'entrée en vigueur présentées ci-après correspondent aux dates auxquelles les nouvelles normes comptables doivent être mises en œuvre. Une mise en application anticipée est permise, et la Banque évaluera chaque norme de façon distincte afin de déterminer l'année de leur adoption.

Avantages futurs des employés

Une nouvelle norme comptable a été émise au Canada et entrera en vigueur à l'exercice 2001. La norme exigera la constatation, selon la méthode de la comptabilité d'exercice, du coût de toutes les prestations qui seront versées aux employés ou à leur nom, y compris les avantages complémentaires de retraite, les avantages postérieurs à l'emploi, les absences rémunérées et les prestations de cessation d'emploi. Les méthodes actuelles permettent la constatation des frais connexes (autres que la charge de retraite) selon la méthode de la comptabilité de caisse plutôt que selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Le total du passif non constaté au titre de ces prestations est évalué à environ \$87 millions après impôts et taxes. La norme autorise une comptabilisation rétroactive du changement au moyen des bénéfices non répartis ou une comptabilisation prospective au moyen d'une charge annuelle aux revenus sur la durée moyenne du reste de la carrière active du groupe d'employés. La Banque prévoit mettre en application la nouvelle norme de manière rétroactive à l'exercice 2001.

Instruments dérivés et activités de couverture

Une nouvelle norme américaine sur la comptabilisation des instruments dérivés et des activités de couverture entrera en vigueur à l'exercice 2001. La norme exige que tous les instruments dérivés

soient présentés au bilan consolidé à leur juste valeur, et que les variations de la juste valeur des dérivés qui ne sont pas des instruments de couverture soient inscrites à l'état consolidé des revenus. Les variations de la juste valeur des dérivés qui sont des instruments de couverture seront présentées à l'état consolidé du résultat global jusqu'à ce que l'élément couvert soit constaté dans les résultats ou bien à l'état consolidé des revenus, selon la nature de l'opération de couverture. Les modifications recommandées par cette norme font actuellement l'objet d'un examen afin de déterminer leur incidence sur la Banque.

Regroupements d'entreprises

De nouvelles propositions harmonisées sur la comptabilisation des regroupements d'entreprises ont récemment été émises au Canada et aux États-Unis. En vertu de ces dernières, tous les regroupements d'entreprises postérieurs à la date d'entrée en vigueur seront comptabilisés selon la méthode de l'achat pur et simple, et l'utilisation de la méthode de la fusion d'intérêts communs ne sera plus permise. Si les nouvelles normes sont adoptées sans modification, les exigences comptables visant les regroupements d'entreprises seront les mêmes au Canada et aux États-Unis, ce qui éliminera un écart important entre les PCGR canadiens et américains actuels. La partie de la norme canadienne proposée qui autorise la présentation du revenu net à l'exclusion des frais liés à l'écart d'acquisition est en vigueur à l'exercice 1999. La proposition des États-Unis n'autorise pas un traitement similaire aux fins des PCGR américains à l'exercice 1999.

(en milliers de dollars)		
	Siège social	Valeur comptable de toutes les actions détenues par la Banque
Canadiennes		
Banque des Premières Nations du Canada (89%)	Saskatoon, Canada	\$ 8,000
Gestion de Placements TD Inc.	Toronto, Canada	1,975
Groupe TD Capital Limitée	Toronto, Canada	297,021
La Société d'Hypothèques Pacifique TD	Toronto, Canada	102,000
La Société d'hypothèques TD	Toronto, Canada	478,003
Société d'affacturage TD Limitée	Toronto, Canada	-
Société de fiducie TD	Toronto, Canada	20,000
Société de financement de placements TD	Toronto, Canada	-
Société d'investissement hypothécaire TD	Calgary, Canada	87,500
TD Futures Inc.	Toronto, Canada	-
TD Investment Management Inc.	Toronto, Canada	-
TD Realty Limited	Toronto, Canada	77,235
Toronto Dominion, Compagnie d'Assurance générale	Toronto, Canada	10,007
Toronto Dominion, Compagnie d'assurance-vie	Toronto, Canada	10,000
Valeurs Mobilières TD Inc.	Toronto, Canada	160,018
Américaines		
Toronto-Dominion Holdings (U.S.A.), Inc. TD Securities (USA) Inc. Toronto Dominion Capital (U.S.A.), Inc. Toronto Dominion Investments, Inc. Toronto Dominion (New York), Inc. Toronto-Dominion (Texas), Inc.	Houston, É.-U. New York, É.-U. New York, É.-U. Houston, É.-U. New York, É.-U. Houston, É.-U.	537,025
TD Waterhouse Holdings, Inc. TD Waterhouse Bank, N.A. Waterhouse Mortgage Services, Inc. TD Waterhouse Group, Inc. (88.5%) ¹ Marketware International, Inc. National Investor Services Corp. TD Waterhouse Holdings (Australia) Pty Ltd. Green Line Investor Services Limited TD Waterhouse Advertising, Inc. Services d'Investissement TD Waterhouse (Canada) Inc. TD Waterhouse Investor Services (Hong Kong) Inc. TD Waterhouse Investor Services (Hong Kong) Limited TD Waterhouse Securities Services (Hong Kong) Limited TD Waterhouse Investor Services (UK) Limited TD Waterhouse Investor Services (Europe) Limited TD Waterhouse Asset Management, Inc. TD Waterhouse Investor Services, Inc.	New York, É.-U. New Jersey, É.-U. New Jersey, É.-U. New York, É.-U. New Jersey, É.-U. New York, É.-U. Sydney, Australie Sydney, Australie New York, É.-U. Toronto, Canada Toronto, Canada Hong Kong, HK Hong Kong, HK Londres, Angleterre Londres, Angleterre New York, É.-U. New York, É.-U.	1,591,134
Autres – étrangères		
TD Ireland TD Global Finance	Shannon, Irlande Dublin, Irlande	200,000
TD Reinsurance (Barbados) Inc.	St. Michael, Barbade	5,200
Toronto Dominion Australia Limited Toronto Dominion Securities Pty. Limited	Melbourne, Australie Melbourne, Australie	52,440
Toronto Dominion International Inc. TD Trust (Bermuda) Limited	St. Michael, Barbade Hamilton, Bermudes	199,084
Toronto Dominion Investments B.V. Toronto Dominion Bank Europe Limited Toronto Dominion Holdings (U.K.) Limited Toronto Dominion Investments Limited	Amsterdam, Pays-Bas Londres, Angleterre Londres, Angleterre Londres, Angleterre	849,318
Toronto Dominion (South East Asia) Limited	Singapour, Singapour	576,011

À moins d'indication contraire, la Banque détient directement, ou par l'entremise de ses filiales, 100% des actions avec droit de vote émises et en circulation des sociétés énumérées.

¹ TD Waterhouse Group, Inc., soit directement ou indirectement, détient la totalité des actions avec droit de vote émises et en circulation de ses filiales.